GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

Les lettres doivent être affranchies.

ABONNEMENT:

Un Mois, 5 Francs.
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
L'année, 48 Francs

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Tribunal civil de la Seine (ch. des vacat.). — Propriétaire et locataire. — Tribunal de commerce de la Seine : Opéra; théâtre de la Nation; suspension; paiement des artistes; M. Paulin contre MM. Duponchel et Roqueplan.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. crimin.). — Bulletin : Cour d'assises; jurés supplémentaires; serment; peine de mort. — Insurrection de juin 1849 à Lyon; désertion; militaire; peine de mort. — Cour d'assises de la Seine: Vol de nuit; un condamné politique. — Cour d'assises de la Loire-Inférieure: Détournement de deniers publics; condamnation. — Conseil de guerre de la 6^e division séant à Lyon: Attentat contre la sûreté de l'Etat, commis en déviant la voie publique et en construisant une barricade.

JUSTICE ADMINISTRATIVE. — Conseil d'Etat: Elections municipales; médecin du bureau de bienfaisance et de l'hospice; validité de l'élection. — Elections au conseil général; appel par le maire d'une commune au nom des électeurs de la commune; non-recevabilité. — Elections municipales; composition du bureau; erreur sur l'âge des membres du bureau; parents des scrutateurs et des secrétaires, validité des opérations.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

TRAGÉDIE DU JURY.

CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (ch. des vacat.).

Présidence de M. Cadet de Gassicourt.

Audience du 20 septembre.

PROPRIÉTAIRE ET LOCATAIRE.

Sous ce titre, de charmantes caricatures nous ont souvent attendris sur le sort de ce malheureux propriétaire que poursuit sans relâche la malicieuse inimitié de ses locataires. Concerts nocturnes dont la trompe de chasse fait tous les frais : bals à renverser les murailles, chambre du septième convertie en lac où l'étudiant s'abandonne aux délices de la pêche, cauchemar éternel où paraît toujours grimaçante et moqueuse la figure d'un locataire, voilà l'existence du propriétaire, auquel il ne manquait plus que de se voir appliquer, par un réformateur moderne, l'infâme épithète de voleur. Mais, s'il en faut croire M. Giannetti, le propriétaire a pris sa revanche, et aujourd'hui c'est un locataire, un simple locataire, qui vient supplier le Tribunal de le soustraire aux persécutions incessantes du propriétaire dont il a le malheur d'habiter la maison.

M. Giannetti, dit M. Bertrand-Taillet, son avocat, a loué à la fin de 1848 un appartement dans la maison de madame Border; mais au bout de très peu de temps, il s'est aperçu qu'il est impossible de vivre sous le même toit que cette dame. Il n'est sorte de méchancetés qu'elle ne se permette envers les locataires : elle les injurie, les menace, et se permet quelquefois à leur égard des actions qui passent les bornes de toute espèce de plaisanterie. Elle a renvoyé sept portiers dans le courant de l'année, de sorte que presque toujours la loge est vacante, et le soir il n'est plus possible de rentrer chez soi. A l'appui de ces allégations, M. Bertrand-Taillet donne lecture d'un grand nombre de certificats, parmi lesquels figurent celui d'un ancien concierge de la maison et une attestation que M. Giannetti s'est délivré lui-même en la signant de son nom.

Voici le certificat du concierge :

Je soussigné atteste que, depuis vingt-deux jours que je suis dans la maison, il y a presque chaque jour des disputes violentes provenant du fait de la propriétaire, qui, sans aucune provocation, menace ses locataires et les injurie de la manière la plus repoussante, et que n'y pouvant plus tenir moi-même, je quitte la maison, regrettant bien d'y être entré.

Le Tribunal, dit l'avocat en terminant, comprend qu'il est impossible de forcer M. Giannetti à demeurer plus longtemps dans cet enfer. Il lui accordera l'autorisation de le quitter sans délai.

Il est très adroit, répond M. Hennequin, dans l'intérêt de M^{me} Border, de prendre l'initiative de l'attaque quand on aurait bien de la peine à se défendre. Si la maison est inhabitable, M. Giannetti en est seule cause. Je ne veux pas retracer ici tous les griefs de la propriétaire, un seul suffit. On a prétendu que le locataire était un homme d'habitudes calmes et régulières; mais c'est cette régularité même qui fait notre malheur. Ainsi, toutes les nuits, M. Giannetti rentre régulièrement à trois heures, et régulièrement encore en rentrant, il travaille dans un petit atelier de tour et de menuiserie qu'il a établi près de sa chambre à coucher. Il est, sans doute, fort bien de consacrer ses nuits au travail, mais il faut faire en sorte que les voisins et la propriétaire ne soient pas troublés dans leur repos. Que M. Giannetti parte s'il le veut, mais qu'il paie auparavant son terme.

Une voix dans l'auditoire : Et le terme de janvier encore !

Aussitôt nous voyons s'avancer vers la barre une petite dame d'un âge respectable, qui dit se nommer M^{me} Border et exiger le paiement de deux termes.

Une autre voix dans l'auditoire : Mais, madame, c'est sans doute pour plaisanter.

Un monsieur s'avance, et, saluant respectueusement le Tribunal : « C'est moi qui suis M. Giannetti, le locataire de madame; je viens vous prier, messieurs, de m'aider à sortir de l'enfer où je me trouve. Voilà, au surplus, la liste des torts de madame, et vous jugerez si j'ai raison de m'en plaindre. M. Giannetti fait remettre au Tribunal une espèce de mémoire en forme de compte-courant, dont nous extrayons seulement quelques passages :

1^o Amène les passans en leur criant de sa fenêtre que M. Giannetti veut l'assassiner;
2^o Arrête les visiteurs et les empêche de monter chez M. Giannetti;
3^o Traite sur l'escalier et chaque jour M. Giannetti de brigand, de misérable, d'assassin;

4^o Jette chaque matin et chaque soir son vase de nuit sur les fenêtres de M. Giannetti (à telles enseignes que le mois dernier elle a couvert un passant, et que la bayeuse publique, témoin de ce fait, l'a menacé de prévenir l'autorité);

5^o Menace de profiter de l'absence de M. Giannetti pour battre sa femme;

6^o Se dispute trois ou quatre fois par jour avec tous ses locataires qui s'en vont en masse; item crache sur eux;

7^o Est presque toujours sans portier, et la nuit il est impossible de sortir; si l'on a besoin d'un médecin, dans ce temps de choléra, on risque de mourir avant de s'en procurer.

Le Tribunal met fin à cette énumération qui menace de passer en longueur le catalogue de Leporello, par un jugement ainsi conçu :

« Attendu que les deux parties sont d'accord sur ce point que M. Giannetti doit quitter les lieux;

« Que la seule difficulté qui existe est relative au nombre des termes qu'il devra payer;

« Donne acte aux parties de leur convention mutuelle; dit que M. Giannetti pourra immédiatement déménager en payant le terme courant; condamne M^{me} Border aux dépens. »

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. Plaine.

Audience du 20 septembre.

OPÉRA. — THÉÂTRE DE LA NATION. — SUSPENSION. — PAIEMENT DES ARTISTES. — M. PAULIN CONTRE MM. DUPONCHEL ET ROQUEPLAN.

Les directeurs de l'Opéra sont-ils tenus de payer les appointemens des artistes pendant la suspension qui a eu lieu du 15 juillet au 1^{er} septembre?

M^{re} Lan, agréé de M. Paulin Espinasse, artiste de chant, s'exprime en ces termes :

L'Opéra a suspendu ses représentations pendant six semaines; les directeurs ont-ils pu, pendant le même temps, suspendre les appointemens des artistes? Telle est la seule question que vous ayez à juger.

M. Espinasse, plus connu au théâtre sous le nom de Paulin, a été engagé à l'Opéra sous la direction de M. Léon Pillet, le 27 mai 1845, pour trois années, ses appointemens pour la première année y compris; les feux étaient fixés à un minimum de 10,000 fr., et, pour les deux dernières, à 12,000 fr.

En juillet et en août 1847, il y eut une interruption de deux mois pendant lesquels les appointemens furent suspendus en vertu de l'art. 4 de l'engagement imprimé, et sur lequel je reviendrai tout à l'heure. L'ouverture eut lieu en septembre 1847, et M. Paulin, qui venait de perdre ses appointemens de deux mois, consentit à subir encore une réduction sur le prix de son engagement, et ses appointemens furent fixés à 8,000 fr. par an. Il est vrai qu'à cette époque on lui fit une concession, et MM. les directeurs voulurent bien lui faire une avance de 1,000 fr. pour son mariage.

Après la Révolution de Février, MM. Duponchel et Roqueplan, invoquant les conséquences funestes qu'elle avait eues pour les théâtres en général et pour l'Opéra en particulier, proposèrent aux artistes une nouvelle réduction de 35 p. 0/0 pour les appointemens au-dessous de 24,000 fr., et de 50 p. 0/0 pour les appointemens au-dessus de cette somme. Comme ils avaient su apprécier la facilité de M. Paulin pour toutes les questions d'argent, ils le chargèrent de négocier auprès de ses camarades, et ce fut lui qui obtint cette énorme concession, et il en est bien récompensé aujourd'hui.

Nous arrivons au mois de juillet 1849. A cette époque, les directeurs de tous les théâtres de Paris s'étaient réunis et avaient adressé une pétition collective à M. le ministre de l'intérieur. Ils exposaient la détresse dans laquelle la révolution, les émeutes, la chaleur et le choléra avaient mis toutes les administrations; et ils priaient le ministre de présenter d'urgence à l'Assemblée législative un projet de loi qui accorderait une subvention à tous les théâtres.

On sait quel a été le sort de cette pétition; les autres théâtres qui n'ont pas moins souffert que l'Opéra de la révolution, des émeutes et du choléra, et qui ne reçoivent pas, comme lui, une subvention de 630,000 francs par an, ont résisté.

L'Opéra a fermé ses portes pour cause de réparations... à la cause, car la salle avait été complètement restaurée en 1847, et tout le monde sait qu'elle n'avait besoin d'aucune réparation. Je me trompe, lorsque MM. Coralli père et fils ont intenté à MM. les directeurs un procès pareil à celui qui nous occupe, et sur lequel il y a eu transaction, MM. Duponchel et Roqueplan ont senti le besoin de faire des réparations; or, il y avait sur la principale façade de l'édifice, du côté de la rue Lepelletier, une inscription portant en grosses lettres dorées : *Académie royale de musique* (On rit), comme on dit aujourd'hui place des Vosges au lieu de place Royale. Il n'a pas suivi ce conseil, et a fait dresser un énorme échafaud sur lequel un seul ouvrier est monté et a employé six semaines à enlever l'ancienne inscription pour la remplacer par la nouvelle : *Théâtre de la nation*. Cet ouvrier passera à la postérité comme le maçon de M. Corbière, qui était employé, sous la Restauration, à la barrière de l'Étoile.

Il est donc avéré que les réparations n'étaient qu'un prétexte et non la véritable cause de la suspension.

Pour nous refuser nos appointemens, les directeurs invoquent l'article 4 de l'engagement, qui est ainsi conçu : « En cas de clôture du théâtre pour quelque cause que ce soit : ordre supérieur, incendie, réparation ou tout autre motif obligé, je m'engage à ne pas exiger d'appointemens, à ne pas m'engager ailleurs ou jouer sur un autre théâtre, sans la permission du directeur. Sommes-nous dans les cas prévus par cet article? Evidemment, non. La véritable cause de la suspension, c'est la pénurie d'argent, et depuis quand une semblable cause peut elle autoriser une partie à violer ses engagements? depuis quand un commerçant, qui a fait un contrat, a-t-il le droit de dire : je ne l'exécuterai pas ou je ne l'exécuterai qu'en partie, parce que ma spéculation a été mauvaise? Est-ce ma faute, à moi, si le Prophète, sur lequel vous comptiez, n'a pas eu tout le succès que vous attendiez? c'est une chance de commerce et vous êtes commerçans. Pendant la suspension, vous avez continué de toucher la subvention de 630,000 francs par an. Vous avez obtenu de plus un secours de 25,000 francs par mois, qui vous seront retenus sur les mois d'hiver. Pour qui cette subvention, n'est-ce pas pour encourager les arts et les artistes, ou vous êtes-elle donnée pour aller vous promener à la campagne pendant les mois d'été?

Vous invoquez la force majeure, elle n'existe pas, ou elle existerait pour tous les théâtres qui ont souffert comme vous de la révolution et du choléra.

Mais, si c'est vous, nous avons été autorisés par le ministre de l'intérieur à suspendre les représentations, que m'importe? le ministre n'a pas dit que pendant la suspension vous ne

paveriez pas les artistes, et l'ent-il dit, j'en m'occuperai peu, parce qu'il n'avait pas le droit de le dire, et que la justice seule peut prononcer en pareille matière.

Mais remarquez que ce n'est point un ordre de suspendre que le ministre vous a donné, mais une simple autorisation à vos risques et périls, et sur votre demande, il n'y a donc pas eu, comme le dit notre contrat, un motif obligé de suspension.

M^{re} Lan termine en disant que la mesure qu'on veut appliquer à M. Paulin n'est pas générale, que beaucoup d'artistes, notamment M^{lle} Carlotta Crisi, M. Gérard, chef d'orchestre, et tout le corps de la danse ont reçu leurs appointemens, et il conclut au paiement des 1,200 fr. qui sont dus à M. Paulin pour les six semaines de suspension, ou à la résiliation de l'engagement, avec paiement du dédit de 20,000 fr. stipulé par l'engagement.

M^{re} Petitjean, agréé de MM. Duponchel et Roqueplan, prend la parole en ces termes :

Je commencerai ma plaidoirie par une observation qui s'adresse directement à mon adversaire. Toutes les fois qu'il se présente devant vous pour soutenir les droits d'un artiste contre son directeur, et cela lui arrive souvent, il dit toujours : « L'artiste que je défends n'est pas seul à se plaindre, j'ai dans mon dossier les pouvoirs de tous ses camarades, et votre décision sera la règle de leur conduite. » Aujourd'hui il n'en est pas ainsi : de tout le personnel de l'Opéra, et il est nombreux, M. Paulin est notre seul adversaire, et vous verrez si c'était à lui de se plaindre.

M. Paulin a été engagé par M. Léon Pillet à un prix fabuleux. Tout le monde sait la mesure de son talent et les services qu'il peut rendre à l'Opéra. C'était pour l'administration une véritable charge sans compensations. Cependant, en 1847, alors que son engagement était sur le point d'expirer, il trouva l'occasion de faire un mariage avantageux; sa dot était légère, et il voulait l'augmenter en apportant un nouvel engagement. MM. Duponchel et Roqueplan, par pure bienveillance, voulurent bien y consentir, et renouvelèrent son engagement en diminuant d'une manière notable ses appointemens. Ce n'est pas tout. M. Paulin se maria; il fallait payer les violons et il n'avait pas d'argent; il s'adressa à MM. Duponchel et Roqueplan, qui consentirent à lui faire une avance de 1,000 francs; et dans quel moment, je suis forcé de le dire, c'est lorsque l'un des directeurs faisait fondre son argentier pour payer les engagements des artistes.

Arrivons au procès : l'Opéra n'est pas positivement une entreprise particulière, il est sous la main du ministre de l'intérieur, et cela se conçoit. L'Etat paie à l'Opéra une subvention de 630,000 fr., et il a bien le droit de voir un peu ce qui s'y passe; aussi rien ne s'y fait que de l'agrément du ministre, par ses ordres ou avec son autorisation.

La révolution de février est arrivée avec ses nécessités, après elle l'émeute et le choléra, et c'est dans ces tristes circonstances qu'est intervenue l'autorisation du ministre de fermer l'Opéra du 15 juillet au 1^{er} septembre. Peut-on dire que cette fermeture soit l'effet d'un caprice des directeurs? la lettre du ministre était un ordre auquel ils ont dû obéir dans l'intérêt bien entendu des artistes eux-mêmes. Aussi tous l'ont compris ainsi et ont profité de la circonstance pour aller donner des représentations en province et même à l'étranger. M. Roger a été à Londres, d'autres ont été dans les principales villes de France, personne ne s'est plaint que M. Paulin.

Nous nous trouvons dans le premier cas prévu par l'engagement, celui de fermeture par ordre supérieur, et je représente l'ordre du ministre.

On vous a dit que la mesure n'avait pas été appliquée à tous; une explication est nécessaire à cet égard. On a payé tous les appointemens au-dessus de 2,000 francs; c'était une affaire d'humanité; on a payé, en outre, les artistes qui ont été employés, pendant la suspension, à des répétitions. Ainsi, on a répété un ballet nouveau de M. Perrot et de M. Adolphe Adam, et tous les artistes de la danse occupés à ces répétitions ont dû toucher leurs appointemens. M^{me} Castellani a été payée parce qu'une clause spéciale de son engagement porte qu'en aucune circonstance autre que celle d'incendie du théâtre, ses appointemens ne pourront être suspendus.

Tous les artistes, je le répète, ont accepté la position qui leur a été faite par le ministre. MM. Coralli avaient cru de voir protester; ils avaient intenté un procès, mais après réflexion, ils ont retiré leur demande, sans transaction, sans condition aucune, et ils se sont soumis à la loi commune.

Je recommande cette affaire à toute votre attention; il ne s'agit pas seulement de 1,200 francs que réclame M. Paulin; si vous lui donnez gain de cause, tout le personnel de l'Opéra viendra élever la même prétention; l'intérêt pour nous est immense et l'administration serait ruinée.

Après les répliques de M^{re} Lan et Petitjean, le Tribunal a mis la cause en délibéré au rapport de M. Plaine, président l'audience.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Meyronnet de Saint-Marc.

Bulletin du 20 septembre.

COUR D'ASSISES. — JURÉS SUPPLÉMENTAIRES. — SERMENT. — PEINE DE MORT.

Il y a nullité des débats d'une Cour d'assises lorsque le procès-verbal ne constate pas la prestation de serment de tous les jurés; même des jurés supplémentaires. (Jurisprudence constante.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller de Haussy, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Plougoum, d'un arrêt de la Cour d'assises de l'Indre, qui a condamné le nommé Lamoureux à la peine de mort, comme coupable de plusieurs tentatives d'empoisonnement sur diverses personnes de sa famille.

INSURRECTION DU 15 JUILLET 1849 A LYON. — DÉSERTION. — MILITAIRE. — PEINE DE MORT.

Le nommé Duborry, fusilier au 6^e régiment de ligne, faisait, le 15 juin 1849, partie du poste préposé à la garde de la prison de la Croix-Rousses, où se trouvaient enfermés des insurgés. Une nouvelle bande d'insurgés s'étant présentée, Duborry engagea le sergent du poste, Savignette, à faire rendre les armes. « Non, répondit le brave sergent, il faut nous défendre jusqu'à la mort. — Alors je ne suis plus soldat, s'écria Duborry, et aussitôt il jeta son fusil et se lança dans les rangs des insurgés.

Traduit devant le Conseil de la 6^e division militaire, comme coupable d'avoir, étant à la garde, abandonné son drapeau pour songer à sa sûreté personnelle, Duborry fut condamné à la peine de mort par application de l'article 2, section 4, de la loi de 1793.

Duborry s'est pourvu en cassation, pour excès de pouvoir, en ce qu'il s'agissait d'un crime politique.

Mais la première question à examiner était celle de savoir si

le pourvoi était recevable. On sait, en effet, que les pourvois contre les décisions des Conseils de guerre ne sont recevables qu'autant qu'ils émanent d'individus non militaires. Or, Duborry était-il militaire? La question ne semblait point douteuse, puisque, d'une part, il était inscrit sur les cadres en cette qualité, et, de l'autre, les registres du régiment faisaient foi des nombreuses condamnations prononcées contre lui comme militaire.

Aussi, son pourvoi a-t-il été, au rapport de M. le conseiller de Haussy, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Plougoum, rejeté comme non recevable.

La Cour a en outre rejeté les pourvois :

1^o De Jean Sirach, contre un arrêt de la Cour d'assises des Pyrénées-Orientales, qui le condamne à la peine de mort, comme coupable du crime d'empoisonnement; — 2^o De Laurent Desneux (Lot), travaux forcés à perpétuité, meurtre; — 3^o De Marie Clavel et Marie Panty, condamnés à pour infanticide, l'une à quinze ans de travaux forcés et l'autre à dix ans de la même peine, par arrêt de la Cour d'assises de Lot-et-Garonne; — 4^o De François Doulloungou (Seine-et-Oise), cinq ans de prison, faux en écriture privée; — 5^o De Louis Truet dit Brunet, contre un arrêt de la chambre d'accusation à la Cour d'appel de Paris, qui le renvoie aux assises pour faux en écriture de banque et usage; — 6^o De Joseph Vivel (Aveyron), huit ans de réclusion, viol sur une jeune fille au-dessous de quinze ans; — 7^o De François Jaubert (Bordogne), quinze ans de travaux forcés, tentative de vol sur un chemin public; — 8^o D'Etienne de Saint-Jean (Seine-Inférieure), vingt ans de travaux forcés, vol avec escalade et effraction; — 9^o D'Isidore Bataille (Seine-Inférieure), six ans de travaux forcés, vol avec escalade et effraction; — 10^o De Marie Anne Lémont (Marne), six ans de travaux forcés, vol qualifié; — 11^o De Claudine B. uch, femme Beaujan (Seine), huit ans de travaux forcés, vol avec escalade d'un enclos dépendant de maison habitée; — 12^o De Charles Simon (Seine-Inférieure), dix ans de travaux forcés, vol avec fausses clés dans une dépendance de maison habitée; — 13^o De Joseph Barbier (Marne), six ans de réclusion, attentat à la pudeur avec violence; — 14^o D'Achille Verdère (Seine-Inférieure), tentative de viol avec circonstances atténuantes; — 15^o D'Eugène Briant (Eure), deux ans de prison, vol dans un enclos dépendant de maison habitée; — 16^o De Madeleine Ferrou, veuve Croisidre (Isère), travaux forcés à perpétuité, meurtre de sa fille.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Barbou.

Audience du 20 septembre.

VOL DE NUIT. — UN CONDAMNÉ POLITIQUE.

Une accusation de vol amène sur les bancs de la Cour d'assises trois jeunes gens qui n'en sont pas à régler leur premier compte avec la justice. Tous, en effet, ont déjà été poursuivis plusieurs fois et ont subi des condamnations correctionnelles. Verner a déjà été condamné pour outrage à un commandant de la force publique; Maillard, le plus âgé des trois, compte dans ses états de service une condamnation politique : il a subi dix-huit mois d'emprisonnement pour avoir promené le drapeau rouge dans la rue Saint-Martin.

L'accusation révèle à leur charge les faits suivants :

« Le sieur Vecque père, cordonnier, occupe une boutique et une chambre à coucher au rez-de-chaussée d'une maison située rue Saint-Devis. Le 26 décembre 1848, il se coucha vers six heures. Pendant son sommeil, des voleurs s'introduisirent chez lui, et y dérobèrent une tunique de garde national, un manteau de drap, un gilet et une serviette. Le sieur Victor Vecque, qui partage l'appartement de son père, s'aperçut de ce vol en rentrant chez lui vers neuf heures et demie. Dans le premier moment, aucun indice ne lui révéla les auteurs de ce crime; mais en consultant ses souvenirs, il se rappela qu'une demi-heure auparavant, en descendant de l'un des étages supérieurs de la maison, il avait vu dans la cour trois individus que sa présence avait paru embarrasser. Ceux-ci s'étaient aussitôt approchés de lui pour lui demander où logeait le sieur Vecque père; et sur sa réponse que ce dernier était sorti, ils avaient manifesté l'intention de s'éloigner, mais en réalité ils étaient restés, car lui-même ayant quitté la maison, et étant resté vingt-cinq minutes après, il avait encore rencontré ces mêmes individus dans la cour de la maison. Ayant été alors causer avec une personne demeurant au deuxième étage, et étant redescendu, il ne les avait plus retrouvés, et dans cet instant ayant remarqué que la fenêtre de son logement était ouverte, quoiqu'il eût la certitude de l'avoir fermée, il avait découvert le vol qui venait d'être commis au préjudice de son père.

D'après ces observations, il était donc présumable que les auteurs de cette soustraction n'étaient autres que les individus qui avaient précédemment attiré son attention. L'examen des localités lui donna la conviction que les coupables, pour pénétrer chez son père, avaient dû escalader la fenêtre laissée ouverte, la porte de la boutique étant encore verrouillée à l'intérieur; mais comment étaient-ils parvenus à ouvrir la fenêtre? Aucune trace d'effraction ne s'y faisait remarquer; faut-il, au contraire, supposer que l'un de leurs complices s'était précédemment introduit dans le logement de Vecque père, lorsque celui-ci y entra, et que, plus tard, pendant le sommeil de ce dernier, il avait facilité leur introduction par cette même fenêtre? C'est ce que l'instruction n'a pu préciser, mais il est néanmoins hors de doute que le vol a eu lieu à l'aide d'escalade.

« Une circonstance fortuite mit le sieur Vecque fils sur les traces des coupables. En se rendant le surlendemain à ses affaires, il rencontra l'un des trois individus qu'il avait vus dans la cour le 26 décembre et le fit arrêter; celui-ci, nommé Hocard, fut signalé par la police comme ayant déjà subi plusieurs condamnations; et lorsque le sieur Vecque fut confronté avec lui, il déclara le reconnaître positivement. Son témoignage fut confirmé par une dame Duroché, habitant la même maison. L'accusé protesta contre les dépositions de l'un et de l'autre, et soutint que, dans la soirée du 26, il se trouvait dans le cabaret du sieur Debretagne; mais ce dernier atteste le contraire.

« Un mois plus tard, le sieur Vecque, par des renseignements qu'on lui transmit, apprit que l'un des complices de Hocard, nommé Victor Mahias, était détenu à Paris sous la prévention de vol; ayant été autorisé à visiter les prisons de la Seine, il reconnut celui-ci à Sainte-Pélagie parmi un grand nombre de détenus, et, dans cette

circonstance encore, son témoignage se trouve d'accord avec celui de la femme Durochet.

Mis en présence de Hocard, l'accusé soutint qu'il n'avait jamais eu aucun rapport avec lui; mais le contraire fut démontré, et lui-même a été obligé d'en convenir. Dans le cours de l'instruction il a été établi que les véritables noms du prévenu Mathias, étaient ceux de Victor-Jean-Baptiste Maillard.

Le troisième complice ne tarda pas à être livré à la justice. Une fille publique, nommée Sophie Champville, révéla que le 26 décembre elle avait passé une partie de la soirée avec Hocard, un nommé Verner et un autre individu; que ceux-ci avaient parlé devant elle d'un vol qu'il venait de commettre, lequel consistait en vêtements d'hommes; que le lendemain Hocard l'avait emmenée rue de Bièvre, où il devait toucher d'un marchand le prix de ces mêmes vêtements; que là il avait en effet reçu 20 fr. et les avait partagés le même jour avec Verner qu'il avait été retrouver rue St-Honoré.

Cette révélation était décisive à l'égard de ce dernier et de Hocard; aussi vainement l'un et l'autre ont-ils opposé des dénégations très vives aux déclarations du témoin; son témoignage est confirmé par celui du sieur Labryère, l'un des agents du service de sûreté qui se trouvait le 26 décembre avec la femme Champville, et qui a, comme elle, entendu les aveux faits par Hocard.

Cette fille a gardé le silence à l'égard de l'accusé Maillard, elle s'est bien gardée de nommer l'individu qui accompagnait Verner et Hocard, et cette réserve de sa part nécessite une explication qui va être décisive contre le troisième accusé. A une époque assez récente, des relations intimes avaient existé entre elle et Maillard; ce lui-ci, qui savait combien elle pouvait le compromettre, lui avait fait écrire de Sainte-Pélagie une lettre par laquelle il la menaçait dans le cas où elle le dénoncerait, de révéler certaines soustractions qu'ils avaient commises ensemble. Le délégué qui a écrit la lettre a reconnu ce fait important, et la constatation de l'existence de cette lettre est la preuve la plus irrécusable de la culpabilité de Maillard.

En conséquence, les nommés Joseph Hocard, Joseph Verner et Victor-Jean-Baptiste Maillard sont accusés d'avoir, en décembre 1848, soustrait frauduleusement, conjointement, la nuit, à l'aide d'escalade, dans une maison habitée, une tunique de garde nationale, un pantalon, un manteau, un gilet et une serviette, au préjudice de Vecque père.

Crime prévu par les articles 384 et 836 du Code pénal.

Les témoins entendus dans cette affaire confirment les faits de l'accusation en ce qui concerne Hocard et Maillard. Verner n'est pas reconnu par eux comme ayant participé au vol qui fait l'objet des poursuites.

M. l'avocat-général de Gaujal soutient l'accusation. M. Morise présente la défense de Hocard; M. Ernest Picard, celle de Maillard; et M. Calmels, celle de Verner.

Le jury rend un verdict négatif à l'égard de Verner, et affirmatif à l'égard de Hocard et Maillard, mais il écarte les circonstances aggravantes d'escalade et de nuit. En conséquence, Verner est acquitté. Hocard et Maillard sont condamnés à six ans de réclusion.

COUR D'ASSISES DE LA LOIRE-INFÉRIEURE.

Présidence de M. Gavan.

Audience du 15 septembre.

DÉTournEMENT DE DENIERS PUBLICS. — CONDAMNATION.

Pierre-Auguste Tursan Despagnet, âgé de 40 ans, ex-percepteur des contributions directes, né à Ladevèze-Ville (Gers), demeurant à Legé (Loire-Inférieure), comparait devant la Cour d'assises sous l'accusation de détournement de deniers publics et de faux dans l'exercice de ses fonctions.

En 1845, Pierre-Auguste Tursan Despagnet fut nommé percepteur des contributions directes à Legé; il éprouva d'abord des difficultés pour fournir le supplément de cautionnement qui lui était nécessaire, et il n'entra en fonctions qu'en 1846. Sa place lui valait 2,700 fr. environ. Malgré le chiffre de ses appointements, il a détourné à son profit des fonds appartenant à des communes dont il était receveur municipal; d'un autre côté, il puisait dans la caisse de l'Etat; ainsi quand les contribuables les plus riches de sa perception payaient leurs contributions, il prenait pour lui personnellement une partie de ce qu'il recevait. Pour dissimuler ces détournements, il ne portait sur son registre qu'une partie des sommes dont il donnait quittance; d'autres fois il n'y portait rien. Il remplissait plus tard les blancs de son registre en y faisant figurer de petites cotes, au lieu de cotes plus fortes qu'il avait détournées à son profit; puis, quand il fallait rendre des comptes définitifs, il prenait sur les recettes de l'année courante les sommes nécessaires pour combler le déficit de l'année précédente.

Le receveur-général de la Loire-Inférieure se rendit à Legé le 21 juin 1849, pour vérifier les comptes de Despagnet; il reconnut que d'après les registres il devait avoir en caisse 3,250 fr. 49 c., il ne s'y trouva cependant que 582 fr. 34 c. Le receveur-général suspendit Despagnet et confia provisoirement la caisse du percepteur à un sieur Durand. C'est alors que Despagnet prit le parti de se dénoncer lui-même. Le 22 juin 1849, il se présenta au parquet du procureur de la République à Nantes, et lui déclara qu'il avait commis des altérations nombreuses sur ses registres et qu'il existait dans sa caisse un déficit dont il lui était impossible de déterminer le chiffre; plus tard, il reconnut que ce déficit s'élevait à 10,000 fr. environ.

La commune de Legé avait vendu des terrains communaux. Despagnet, qui était chargé d'en toucher le prix, a détourné 1,821 fr. qui lui avaient été comptés par l'acquiescement de ces terrains. Il a en outre détourné une somme de 150 fr. qui lui avait été payée par le locataire du champ de foire.

Despagnet a détourné, en outre, 2,000 fr. au préjudice de la commune de Saint-Etienne-de-Corcoué, et, pour dissimuler ce détournement, il a eu recours à un faux. Dans un état de situation dressé par lui le 31 mars 1849, pour la commune de Saint-Etienne-de-Corcoué, il a porté sous le n° 25 une somme de 4,389 fr. 85 c. comme payée par lui pour construction d'une maison d'école, tandis qu'il n'avait payé réellement que 2,389 fr. 85 c.

Le 6 mars 1849, Despagnet a reçu 350 fr. pour le compte de M. Mosneron-Dupin. Il a détourné 300 fr. à son profit, en ne portant que 50 fr. sur son registre.

Nous n'indiquons ici que les principaux chefs d'accusation; les débats dévoilèrent une longue série d'actes de même nature.

Despagnet est donc accusé :

1° D'avoir, en qualité de percepteur des contributions directes à Legé, détourné des deniers qui étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions, pour une valeur au-dessus de 3,000 fr.;

2° D'avoir, en rédigeant des actes de son ministère comme percepteur des contributions directes, frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances de ces actes, etc., etc.

Lorsque Despagnet s'est constitué prisonnier, il disait

qu'il croyait que la meilleure manière de réparer sa faute était de faire des aveux francs et complets; que de tristes circonstances l'avaient mis dans la position fâcheuse où il se trouvait. « Je désire, disait-il, que la justice s'enquière de mon passé; elle verra combien j'ai été malheureux avant d'être coupable. »

L'accusation est soutenue avec un remarquable talent par M. Habasque, substitut du procureur de la République.

Vingt-trois questions sont posées à MM. les jurés, qui, au bout d'une heure de délibération, rapportent un verdict de culpabilité avec circonstances atténuantes.

M. Ménard, défenseur de Despagnet, demande pour son client le minimum de la peine.

La Cour rend un arrêt par lequel Despagnet est condamné à trois années d'emprisonnement et 750 fr. d'amende. La contrainte par corps est fixée, pour le paiement de l'amende, à une année.

Despagnet paraît accablé de cette condamnation; il se retire en pleurant.

L'audience est levée à cinq heures.

La session des assises est terminée aujourd'hui. L'autre session s'ouvrira le 27 septembre.

CONSEIL DE GUERRE DE LA VI^e DIVISION

Séant à Lyon.

Présidence de M. Jacqueminot, colonel du 6^e de ligne.

Audience du 14 septembre.

ATTENTAT CONTRE LA SURETÉ DE L'ÉTAT, COMMIS EN DÉPARANT LA VOIE PUBLIQUE ET EN CONSTRUISANT UNE BARRICADE.

Cette affaire, peu grave, avait néanmoins attiré dans la salle des séances du 2^e Conseil de guerre un nombreux concours d'auditeurs. L'accusé Curt devait être défendu par un honorable chef d'atelier, bien connu dans notre ville, où, depuis dix-huit ans, il exerce les fonctions de prud'homme, M. Charnier. On se rappelle qu'à une époque déjà éloignée (procès d'avril 1834), M. Charnier, appelé comme témoin devant la Cour des pairs, fit entendre une éloquente déposition en faveur des victimes innocentes de la commune de Vaise. Aujourd'hui c'était un honnête ouvrier que M. Charnier assistait devant le Conseil de guerre.

Laloge père et fils, ainsi que Curt, étaient prévenus d'avoir déposé et porté des matériaux pour aider à la construction d'une barricade.

Après la lecture des actes et dépositions testimoniales, Curt est interrogé.

Curt expose qu'il a vu une douzaine d'individus qui déparèrent; mais, étant nouveau dans le quartier, il n'en reconnut aucun. Il affirme n'avoir nullement coopéré à la construction de la barricade; au contraire, il avait employé toute son énergie et son influence pour empêcher aux insurgés de s'en approcher pour tirer des coups de fusil.

M. le président : Pourquoi n'avez-vous pas employé la même énergie pour empêcher de déparer en face de chez vous? — R. Je ne sais pas.

Laloge fait le récit de la nuit de la rue, expose comment et où il passa son temps pendant l'insurrection; il nie formellement avoir déposé et coopéré à la construction de la barricade; il répète les expressions énergiques dont il s'est servi pour faire rentrer son fils qui commençait à déparer. Ensuite il relate comment on l'a vu portant deux planches; il vit une femme qui portait péniblement ces deux planches, il l'en déchargea pour la soulager.

Témoins à charge.

Dominge, propriétaire, déclare avoir vu deux hommes occupés à déparer; il reconnaît Curt, en le désignant comme ayant été contraint par d'autres. Quant à Laloge père, il ne le reconnaît pas. Là s'engage un colloque entre l'accusé qui prétend que Domingo doit le reconnaître, étant très proche voisin, habitant la même maison et ayant eu un pourparler pour une location. Nouvelle dénégation de Domingo.

Pressé par le président, il finit par dire : « Il se peut que ce soit lui, mais il se sera rasé; il portait une barbe rouge; je ne peux pas le reconnaître. »

M. le président : Vous avez déclaré précédemment avoir vu Curt déparer? — R. C'est ma domestique qui m'avait dit que c'était lui.

Adèle Jandet, domestique chez le témoin précédent. Ce témoin se présente avec une attitude fière et un regard qui exprime la colère.

M. le président : Que savez-vous sur l'affaire que nous avons à juger? — R. Je les ai vus tous les deux occupés à déparer.

M. le président : Attendez donc que je complète ma question avant d'y répondre. Que savez-vous de ce qui s'est passé le 15 juin, rue Dumenge? Reconnaissez-vous les deux accusés pour avoir travaillé au déparage? — R. Oh! oui, je les ai vus tous les deux, je les reconnais parfaitement; Curt arrachait des pavés, il a jeté un sac sur le fils Laloge pour le garantir de la pluie.

Ponchon père, demeurant à Tarare, ex-concierge de la maison Domingo et Jantel : Je n'ai rien vu; je n'ai pas quitté la loge de toute la journée.

Claudine Beau, femme Ponchon, épouse du témoin précédent. Même déposition.

M. le président : Comment se fait-il qu'habitant Tarare avec votre mari, vous soyez appelée comme témoin? — R. C'est que nous étions concierges dans la maison, et que, depuis cette époque, nous habitons Tarare.

D'après la réclamation de l'un des défenseurs, M. le président demande au témoin s'il connaît le motif qui a déterminé M. Domingo à les renvoyer de la loge? Réponse négative.

Ponchon fils : J'ai vu Curt dans la multitude, mais il ne travaillait pas au déparage ni à la barricade. Je reconnais Laloge, mais je ne l'ai pas vu déparer ni travailler à la barricade.

On entend ensuite les témoins à décharge.

M. le capitaine rapporteur donne lecture du résumé des faits et débats, et conclut à la culpabilité des accusés.

M. le président demande aux accusés s'ils n'ont rien à ajouter à leur défense. Réponses négatives.

M. Pezzani, avocat de Laloge père et de Laloge fils (ce dernier est contumace), présente leur défense, et s'efforce de démontrer qu'il n'y a pas l'ombre de preuve de leur culpabilité.

M. Charnier, défenseur de Curt, se lève ensuite et présente la défense de son client.

Le Conseil de guerre, qui a paru prêter à l'honorable M. Charnier une attention bienveillante et toute particulière, ainsi que le nombreux public réuni dans la salle, passe alors dans la chambre des délibérations. Il rend ensuite un jugement par lequel Laloge père est condamné à deux ans de prison; Laloge fils, à cinq ans de détention; Curt est acquitté et est immédiatement mis en liberté.

JUSTICE ADMINISTRATIVE

CONSEIL D'ÉTAT (section du contentieux).

Présidence de M. Maillard.

Audiences des 24 et 25 août.

ELECTIONS MUNICIPALES. — MÉDECIN DU BUREAU DE BIENFAISANCE ET DE L'HOSPICE. — VALIDITÉ DE L'ELECTION.

Les médecins des bureaux de bienfaisance et des hospices, nommés à ces fonctions par arrêtés préfectoraux, conformément à l'art. 18 de l'ordonnance du 31 octobre 1821, et dont le traitement est payé sur la caisse de ces établissements, ne peuvent être considérés comme des agents salariés des communes, et à ce titre exclus des conseils municipaux.

Ainsi jugé, au rapport de M. Gomel, maître des requêtes, malgré la plaidoirie de M. Hardeuin, avocat du sieur Prouvost, avoué à Saint-Pol, sur les conclusions de M. Du Martroy, maître des requêtes, suppléant du commissaire du gouvernement, par confirmation d'un arrêté du conseil de préfecture du Pas-de-Calais, en date du 21 août 1848, qui avait maintenu l'élection du sieur Dauvin, comme membre du conseil municipal de Saint-Pol, bien que ce docteur fût le médecin du bureau de bienfaisance et de l'hospice de Saint-Pol, et qu'en cette qualité il touchât un traitement dont le montant figure parmi les dépenses de ces établissements.

ELECTIONS AU CONSEIL-GÉNÉRAL. — APPEL PAR LE MAIRE D'UNE COMMUNE AU NOM DES ÉLECTEURS DE LA COMMUNE. — NON-RECEVABILITÉ.

Le maire d'une commune qui n'a pas réclamé en son nom personnel contre les opérations électorales jugées par un arrêté du conseil de préfecture, n'a pas qualité pour se pourvoir devant le Conseil d'Etat par appel au nom des électeurs de sa commune.

Ainsi jugé, au rapport de M. Paravey, conseiller d'Etat, par rejet du recours du sieur Trémolet, maire de la commune de Saint-Georges, canton de Manayros (Lozère), contre un arrêté du conseil de préfecture de ce département, en date du 14 septembre 1848, qui n'avait pas admis les réclamations de plusieurs électeurs de la commune de Saint-Georges, contre le résultat des élections au conseil-général, faites le 21 août précédent par le canton de Manayros.

Conclusions conformes de M. Vuitry, maître des requêtes, suppléant du commissaire du Gouvernement.

ELECTIONS MUNICIPALES. — COMPOSITION DU BUREAU. — ÉREUR SUR L'ÂGE DES MEMBRES DU BUREAU. — PARENTÉ DES SCRUTATEURS ET DU SECRÉTAIRE. — VALIDITÉ DES OPÉRATIONS.

Lorsqu'on procède aux élections municipales et que le bureau, au lieu d'être composé des deux électeurs les plus âgés et des deux électeurs les plus jeunes, et pris parmi les conseillers municipaux dans l'ordre du tableau, l'erreur commise dans la formation du bureau n'est pas une cause de nullité, lorsqu'il est reconnu que cette façon de procéder n'a présenté aucun caractère de fraude, et qu'elle n'a donné lieu à aucune réclamation pendant les opérations, et qu'elle n'a exercé aucune influence sur le résultat des élections.

Il n'y a pas non plus lieu d'annuler une opération électorale par ce seul fait que deux des scrutateurs étaient beaux-frères et que le secrétaire était le fils de l'un d'eux; aucune disposition légale ne s'oppose à ce que des parents ou alliés fassent partie ensemble du bureau d'une assemblée d'électeurs municipaux.

Ainsi jugé, au rapport de M. Reverchon, maître des requêtes, sur les conclusions conformes de M. Du Martroy, par confirmation de l'arrêté du conseil de préfecture du Var, du 14 août 1848, confirmatif des élections municipales de la commune de Cannes. Rejet des sieurs Daver, Autran et autres.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par décret du président de la République, en date du 18 septembre 1849, ont été nommés :

Juge de paix du canton de Meaux, arrondissement de ce nom (Seine-et-Marne), M. Varry, juge suppléant au Tribunal de Meaux, en remplacement de M. Robeis, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite;

Suppléant du juge de paix du canton de Meymac, arrondissement d'Ussel (Corrèze), M. Jean-Baptiste Lachaud, ancien maire, en remplacement de M. Margat;

Suppléant du juge de paix du canton de Chénérailles, arrondissement d'Autun (Côte-d'Or), M. Gilbert Dupré, ancien notaire, en remplacement de M. Faure-Mazeyrat, démissionnaire;

Suppléant du juge de paix du canton de Châteauneuf-sur-Loire, arrondissement d'Orléans (Loiret), M. Zosime Guérin, ancien membre du conseil-général, ancien maire, en remplacement de M. Migneron, démissionnaire;

Suppléant du juge de paix du canton de Méru, arrondissement de Beauvais (Oise), M. Jacques-Philippe Jugeant, maire de Lormaison, en remplacement de M. Graux, décédé;

Suppléant du juge de paix du canton d'Orthez, arrondissement de ce nom (Basses-Pyrénées), M. Jean-Aristide Forcade, propriétaire, en remplacement de M. Parage-Cazaux, démissionnaire;

Suppléant du juge de paix du canton de Saint-Germain-en-Laye, arrondissement de Versailles (Seine-et-Oise), MM. Jean-Louis Petit, adjoint au maire; et Louis-Pierre-Joseph Gauthier, propriétaire, en remplacement de MM. Boursy, décédé, et Rigaux, démissionnaire.

TIRAGE DU JURY.

La Cour d'appel (ch. des vacances), présidée par M. le président Delahaye, a procédé, en audience publique, au tirage des jurés pour les assises de la Seine, qui s'ouvriront le lundi 1^{er} octobre prochain, sous la présidence de M. le conseiller Jurien; en voici le résultat :

Jurés titulaires : MM. Pérignon, artiste peintre, rue Labryère, 16; Savard, bijoutier, rue Montmorency, 4; Orsel, entrepreneur de vidanges; rue Fontaine-au-Roi, 7; Fierard, vérificateur, passage Chausson, 9 bis; Amiel, chef d'institution, rue Saint-Jacques, 131 bis; Delmas, négociant, rue St-Louis, 16; Fourdrin, architecte, rue Guénéguad, 15; Gérard, papeter, laubourg Saint-Denis, 82; Legendre, marchand boucher, grande rue Verte, 38; Arnauld, médecin, rue Bûrdaloue, 3; Beaumont, marchand de pipes, rue de l'Arbre-Sec, 20; Allard, ébéniste, rue du Faubourg-du-Temple, 36; Tardieu, médecin, rue de Seine, 70; B ondeau, rentier, rue Guy-Labrosse, 5; Beauvois, agréé au Tribunal de commerce, rue Notre-Dame-des-Victoires, 36; Angelot, propriétaire, rue Saint-Jacques, 137; Jourdan, imprimeur-lithographe, place des Vosges, 3; Sédillot, avocat, rue du Temple, 102; Suin, menuisier, rue de la Harpe, 41; Berthault, employé, rue d'Ulm, 41; Lair, marchand de soies, rue de la République, 70; Bonnet, marchand de nouveautés, rue de Grammont, 13; Longperrier, employé, rue Taibout, 33; Dupont, fabricant d'appareils de gaz, rue du Petit-Carreau, 32; Portier-Legendre, propriétaire, rue Beautreillis, 40; Flottard, négociant en cuirs, rue du Renard, 11; Lacroix, architecte, rue des Saints-Pères, 67; Michelet, professeur, rue des Postes, 10; Gosselet, négociant, rue des Fossés-Montmartre, 45; Pécantin, rentier, rue de Tournon, 13; Ray, tourneur en cuivre, rue Montmorency, 32; Link, serrurier, rue des Lyonnais, 41; Godefroy, médecin à Belleville, rue de Paris, 132; Garnier, médecin à Vaugirard, rue du Parc; Lainé, épicière en gros, rue Bar-du-Bec, 3; Flichy, propriétaire, rue des Marais, 68.

Jurés supplémentaires : MM. Esnault-Peltre, encadreur, rue de Paradis, 5; Pasquier, maçon, rue Charlemagne, 19; Boccage, artiste dramatique, rue Cassette, 18; Couret, prothésiste, rue Rambuteau, 10; Sciama, négociant, rue Providence, 33; Bougron,ouvrier peintre en bâtiments, rue de la Chaise, 18.

CHRONIQUE

PARIS, 20 SEPTEMBRE

La femme Muller, en vraie portière parisienne qu'elle est, ne peut pas se passer absolument de prendre son café au lait pour son déjeuner. Elle a la prétention de le prendre bon, mais cette prétention est toujours restée pour elle à l'état de chimère, car il est à peu près reconnu qu'il est impossible de se procurer une goutte de lait pur à Paris. Cependant toujours trompée, mais espérant toujours, la femme Muller tolérât patiemment, mais espérant toujours, tant qu'elle fut tolérable : un jour cependant cette eau bleuâtre qu'on voulait lui faire boire pour du lait lui sembla si impotable, que la moutarde lui monta côté, elle se permit sur la personne de son laitier une voie de fait assez grave qui l'amène devant le Tribunal de police correctionnelle.

M. le président, à la prévenue : Vous vous êtes laissée emporter à un acte de brutalité vraiment inqualifiable de la part d'une femme, en convenez-vous?

La prévenue : Certainement que j'en conviens, puisque c'est la vérité; mais j'espère que ce laitier s'en souviendra, et qu'il ne lui arrivera plus, de longtemps du moins, de vouloir me tromper, moi, ni d'autres.

Le laitier : Je crois pardine bien que je m'en souviendrai, et mon pauvre nez aussi, non nez qui ne reprendra jamais son aplomb, comme le Tribunal peut s'en convaincre, attendu qu'il a été endommagé par les gentillesse de ma pratique.

La prévenue : Laissez donc, je reconnais que j'ai été un peu vive, mais vous poussez les choses trop loin aussi, et ce n'est pas tout à fait de ma faute, mon brave homme, si vous avez le nez de travers; vous devez plutôt en accuser un d' fait de naissance.

Le laitier : Merci, sans compter le coup de votre pot au lait que vous m'avez cassé en mille pièces sur la face, même que l'anse vous en est restée dans les mains.

M. le président : Ce coup était fort grave, et il en est résulté une blessure dont on remarque encore la cicatrice.

La prévenue : Mon Dieu, je l'ai frappé avec ma tasse à café, et non pas mon pot au lait, et il y a déjà une grande différence, parce que je n'avais que cela sous la main dans le moment. Mais aussi je dois vous dire qu'il y avait bien de quoi se mettre en colère : figurez-vous donc que son lait avait tourné trois fois de suite ce matin-là, j'en ai donc été pour mes trois sous en pure perte, et puis ensuite pour la privation de mon déjeuner.

M. le président, au laitier : Est-il vrai que votre lait avait en effet tourné trois fois de suite?

Le laitier : Que voulez-vous? N'y avait pas de ma faute. C'est la chaleur et l'orage qui étaient cause de ça.

La prévenue : Ta, ta, ta, la chaleur et l'orage! c'est de la graine de maïs, et je ne donne pas là-dedans, moi, à mon âge : c'est les drogues qu'il fourre dans la boisson qui occasionne tout ce tripotage. Je sais bien que le laitier est incorrigible sur cet article-là, et depuis longtemps m'avait bien fallu en faire mon deuil; mais quand n'y a pas trop de gabegie, on passe encore. Parait que le jour en question il avait eu la main lourde.

M. le président : Et vous beaucoup trop légère.

La prévenue : Ce qui est fait est fait; que cela lui serve de leçon toujours, et qu'il ne frelate plus son lait qu'avec poids et mesures, puisqu'il ne peut pas faire autrement sinon...

Le laitier : Merci de l'avertissement; mais si toutes mes pratiques vous ressemblaient, ma petite mère, le commerce ne serait pas tenable.

La prévenue : Et n'y aurait pas grand mal à ce que le gouvernement fit de fameuses réformes de ce côté-là.

Le Tribunal condamne la femme Muller à huit jours de prison.

— Le Tribunal de police correctionnelle a consacré une grande partie de son audience d'aujourd'hui à juger une soixantaine d'affaires de vagabondage et de rupture de ban. Les prévenus, tous repris de justice, avaient déjà subi des condamnations fort graves; bon nombre d'entre eux étaient même des forçats libérés. C'est une razzia importante dont il faut louer la surveillance fort active de la police de sûreté.

Conformément aux conclusions du ministère public, le Tribunal a fait aux prévenus une application de la loi proportionnée à leurs antécédents judiciaires.

— Depuis longtemps Mme B... était affectée d'une maladie chronique, et, quoiqu'elle eût suivi assiduellement les traitements qui lui étaient prescrits, sa position ne s'améliorait pas, elle conçut un vif chagrin; ses idées devinrent sombres, et plusieurs fois elle laissa paraître des idées de suicide.

Hier soir, son mari, dans l'intention de lui procurer quelque distraction, la conduisit au théâtre du Luxembourg, on y jouait un mélodrame intitulé *le Pont de la Roche Noire*. Cette pièce, dont le sujet est lugubre, impressionna vivement Mme B..., et lorsque le traître précipita sa victime dans le torrent, Mme B... fut tellement émue qu'elle fut obligée de quitter le spectacle.

De retour chez elle vers minuit, elle s'absenta, et, au bout d'une demi-heure, son mari, ne la voyant pas revenir, se mit à sa recherche sans pouvoir la trouver. Personne ne l'avait vue, et le concierge affirmait qu'elle n'était pas sortie. Enfin, un des locataires de la maison l'aperçut étendue dans l'auge en pierre placée sous la pompe dans la cour. On l'en retira, mais elle était morte.

M. Jobey, commissaire de police du quartier de l'École-de-Médecine, et M. le docteur Regnier, ont constaté que l'auge, dans laquelle Mme B... s'est noyée, a 1 mètre 45 centimètres de longueur sur 65 centimètres, et il n'y avait que 25 centimètres d'eau.

L'enquête de M. le commissaire de police a établi que Mme B... s'était donné la mort. M. le docteur Regnier a pensé qu'elle avait agi sous l'empire d'une exaltation fébrile, et qu'une congestion cérébrale était venue la frapper au moment où elle s'était plongée dans le bassin.

— Nous avons déjà eu occasion de mentionner plusieurs exemples de falsifications de permis de chasse, qui devront avoir, pour ceux qui les ont commises, de graves et regrettables conséquences. Les exemples, que nous citions à regret, n'ont malheureusement pas empêché que de semblables délits se multiplissent, et hier encore un sieur G... a été arrêté sous prévention de falsification d'un permis de chasse.

Dans la perquisition qui a eu lieu par suite de son arrestation à son domicile, situé à Plaisance, on a saisi des filets d'oiseleur, de la poudre, des balles, et une certaine quantité de potasse, substance dont se servent les braconniers. Le tout a été envoyé au greffe, et M. G... a été écroué à la disposition du parquet.

— La commune d'Issy, près Paris, était tout en émoi avant-hier, par suite de l'arrestation de trois de ses ha-

bitans, arrêtés par des agents du service de sûreté au moment où ils venaient de commettre un vol avec escalade et effraction dans la fabrique de toiles cirées de M. Cordier, rue des Glaises, 9.

Les trois délinquants ont été amenés à Paris et mis à la disposition de la justice, à laquelle sont immédiatement parvenues des déclarations établissant que le flagrant délit dans lequel ils ont été surpris n'était pas leur coup d'essai.

Ce matin, un homme d'une trentaine d'années, se présentant, les vêtements en désordre, le visage bouleversé, dans le cabinet du commissaire de police du quartier du Palais-de-Justice, et demandant à entretenir ce magistrat en particulier, annonçait qu'il avait de graves révélations à lui faire. Le commissaire ayant déferé à cette demande, cet individu lui raconta les circonstances d'un vol commis, il y a quelque temps, au préjudice d'un d'au plus, tenant hôtel garni boulevard de Charonne, sieur Daydon, et s'avoua auteur de ce vol et déclara se constituer prisonnier.

Assez surpris de cette démarche insolite, le commissaire exprimait quelques doutes à l'homme qui venait ainsi lui confesser ses méfaits, et remettaît après plus ample information à prendre une mesure toujours grave, lorsque celui-ci, se décidant pour le convaincre, à faire des aveux plus complets, lui déclara que, peu de jours avant, il s'était présenté chez M. d'Eichthal, banquier, rue du Rempart, 30, et avait présenté à l'encaissement dans ses bureaux, un billet revêtu de la fausse signature de M. M. Ratisbonne, banquier à Strasbourg.

Envoyez chez M. d'Eichthal, ajouta cet individu, son témoignage est la meilleure garantie que je puisse vous donner de la sincérité de mes aveux.

Le commissaire, tout étonné qu'il était de l'insistance de cet homme, et bien qu'il ne put pas se rendre compte du mobile qui le faisait agir, envoya un agent près de M. d'Eichthal, pour le prier de dire ce qu'il y avait de vrai dans sa déclaration. Elles étaient exactes dans leurs plus minutieux détails, et à l'appui M. d'Eichthal déposa entre les mains du magistrat le faux billet Ratisbonne, sur l'authenticité duquel il avait conçu des doutes et qu'il avait gardé par devers lui.

L'individu qui s'est ainsi dénoncé lui-même, déclare se nommer D... dit F... Il a été écroué à la disposition de M. le procureur de la République. Les débats qui se feront la conséquence de l'instruction judiciaire à laquelle il va être procédé par suite de sa déclaration, feront connaître sans doute les motifs qui l'ont déterminé à se livrer ainsi lui-même aux sévérités de la justice.

Des vols de nuit, des attaques partielles, dans lesquelles à la vérité aucune voie de fait n'avait eu lieu, n'avaient pas moins eu pour conséquence des vols plus ou moins importants commis dans les quartiers Popincourt et des Quinze-Vingts. La police, émue par la déclaration de ces faits, ayant pris des mesures de surveillance, la nuit dernière trois individus ont été arrêtés en flagrant délit de vol de nuit sur la voie publique, au préjudice du sieur Clapier, porteur d'eau, qu'ils avaient dévalisé. Ils ont été provisoirement déposés au poste de la barrière des Amandiers.

Un individu qui s'est attribué la qualité d'artiste peintre et a déclaré demeurer rue St-Nicolas-du-Chardonnet, a été arrêté hier en flagrant délit de mendicité avec menaces, et en simulat des infirmités.

La police se montre à bon droit sévère contre cette nature de faits qui, s'ils demeuraient impunis ou même tolérés, exerceraient une fâcheuse influence sur la charité privée, à laquelle, à l'approche de l'hiver, il va devenir si nécessaire de faire appel.

Deux petits voleurs ont été arrêtés ce matin en flagrant délit, au moment où ils venaient de dérober des objets représentant une valeur assez importante dans la boutique de la dame Marin, qui tient un magasin de coutellerie, rue Bourg-l'Abbé, 5. Conduits devant le commissaire de police du quartier, M. Courteille, ils ont, après interrogatoire et aveu, été envoyés au dépôt de la Préfecture pour être traduits en justice.

Cinq condamnés ont été extraits ce matin, à huit heures, de la prison spéciale de la rue de la Roquette, après avoir subi l'opération du fermet, pour être placés dans une voiture cellulaire, qui les transportera directement au bagne de Toulon.

Voici les noms de ces condamnés : Pierre Etienne Bourgeois, récidiviste, ayant déjà subi l'emprisonnement réclusionnaire, et condamné en dernier lieu, au mois de mai dernier, par la Cour d'assises de la Seine, aux travaux forcés à perpétuité, comme auteur ou complice de l'assassinat du charretier Thoulet, à la montée de Villejuif.

Louis Leroy, dit Achille Godefroy, condamné aux travaux forcés à perpétuité pour vol commis de complicité, la nuit, étant porteur d'armes dont il a été fait usage sur un chemin public.

Etienne-Vincent Cariot, condamné également aux travaux forcés à perpétuité, pour fabrication et émission de fausse monnaie, étant en état de récidive.

Jules-Antoine Retrou, condamné à six ans de travaux forcés pour vols qualifiés commis en association de malfaiteurs.

Charles-Marie Gapais, condamné en vingt ans de travaux forcés pour vols dans les mêmes circonstances, avec aggravation de récidive.

Le convoi qui transporte ces cinq individus doit se compléter, dans le trajet, de six autres condamnés qui attendent son passage dans les prisons de Roanne et de Lyon.

DÉPARTEMENTS.

ILLE-ET-VILAINE. — Un audacieux malfaiteur a été arrêté à Dinan, mercredi 29 août, entre neuf et dix heures du soir; voici dans quelles circonstances :

Après avoir escaladé le mur du jardin d'une maison située dans le faubourg Saint-Malo, habitée par une famille anglaise, le voleur s'était dirigé vers le poulailler, et y avait choisi neuf sujets, les plus gras; puis, chemin faisant, il avait aussi fait main basse sur plusieurs objets mis au séchoir, tout cela devant plus tard, dans sa pensée, se convertir en argent.

Encouragé par ses premiers succès, le hardi coquin se dit qu'il pourrait faire une razzia plus complète en explorant la maison. Pour arriver à ses fins, il s'introduit d'abord dans la cuisine, où priait alors une domestique, qui, saisie d'un frayeur indicible à la vue de cet inconnu qui s'était horriblement noirci le visage, crut, dit-on, à cette brusque apparition voir le diable, le vrai diable d'enfer en personne, et jeta un grand cri.

A cette clameur, un honnête citoyen, le nommé Pymor, accourt, et, après une brève explication de ce qui s'était passé, il s'élance à la poursuite du voleur qui s'enfuit sans abandonner toutefois les objets de son larcin, soigneusement enfermés dans un sac. Mais au moment où le malfaiteur essayait d'escalader de nouveau le mur pour se dérober aux recherches, le courageux Pymor le saisit par une jambe : une lutte s'engage entre l'honnête homme et le malfaiteur, et pendant ce temps, de nouveaux secours arrivent : on entraîne l'amateur de poulets, on le conduit dans un salon, où il est tenu en respect et garrotté en attendant l'arrivée de la gendarmerie. Le noir voleur, après avoir été dégrasé avec soin, a été reconnu être le sieur Villalon fils, âgé de 25 ans environ, sans profession. Il réléchit aujourd'hui, dans la prison de Dinan, sur les conséquences probables de son crime.

NORD. — Voici ce que raconte l'Echo du Nord du 19 septembre :

Il s'est passé à Lille, dans la nuit du 7 au 8 septembre, un enlèvement nocturne qui sert aujourd'hui de texte à toutes les conversations, et à des commentaires de toute espèce.

Voici ce que nous racontent des personnes à même d'être bien informées :

M. E. D., célibataire et propriétaire d'un établissement bien achalandé, et d'une fortune assez considérable, était depuis longtemps atteint d'une cruelle maladie, à laquelle était venue se joindre une surdité presque com-

plète. On sait combien cette infirmité prédispose l'homme à la mélancolie. Elle devait surtout affecter M. E. D., homme d'esprit et de verve, auteur de jolies chansons, nettes, qu'elle séquestrait de la société, auquel elle enlevait les jouissances que sa fortune lui donnait le droit d'espérer.

Il paraît que des idées de suicide germaient dans la tête du malade, et qu'il avait à différentes reprises annoncé l'intention d'en finir avec la vie.

Mais on remarqua que ces idées étaient déjà vieilles et n'avaient été suivies d'aucun acte qui pût les faire prendre au sérieux, malgré les mille moyens que l'on a d'accomplir un suicide. Ajoutons qu'au dire de tous ceux qui l'ont connu, M. E. D., est du caractère le plus doux et le plus bienveillant, et qu'il suffisait de la visite d'un de ses amis pour lui rendre la sérénité et la bonne humeur. Ainsi donc, c'était tout au plus si sa monomanie, en supposant même qu'il en fût atteint, était dangereuse pour lui; mais à coup sûr il n'y avait pas l'ombre d'un péril pour la société.

Or, cet homme inoffensif a disparu tout à coup dans la nuit du 8 septembre, enlevé par un médecin d'aliénés et quatre hommes en blouses, à quatre heures du matin. Sa porte ayant été ouverte, les cinq personnages entrèrent dans sa chambre et lui intimèrent l'ordre de se lever et de monter dans une carriole que l'on avait amenée sous les fenêtres. M. E. D. essaya en vain de protester. On lui enveloppa, dit-on, la tête d'un bonnet qu'on lui enfonça jusqu'aux épaules; on lui garrotta les pieds et l'on se mit en devoir de l'emporter jusqu'à la voiture. M. E. D., dont les mains étaient restées libres, opposa une résistance désespérée, s'accrocha aux meubles, que l'on a trouvés renversés, et aux barreaux de l'escalier. Enfin, vaincu par le nombre, il fut porté à la carriole qui l'attendait.

En quittant Lille, on lui ôta son bâillon, et M. E. D., qui possède dans les environs une campagne où l'on aurait pu l'envoyer sous la surveillance d'un médecin et d'un homme dévoué, ou même sous celle de sa domestique, qui lui est fort affectonnée, et dont il écoute volontiers les conseils, s'imagina d'abord que c'était vers sa propriété que l'on se dirigeait. Bientôt désabusé, il voulut en vain s'évader; il fut contenu et conduit jusqu'à Falmont, en Belgique, où on l'enferma dans une maison d'aliénés.

Nous venons de reproduire les faits tels qu'ils nous ont été racontés; nous serions heureux de constater qu'ils n'offrent pas la gravité que leur donne la rumeur publique.

ÉTRANGER.

NAPLES, 7 septembre. — L'introduction du Code Napoléon dans les Etats pontificaux ne serait pas aussi difficile qu'on pourrait le croire. Le royaume de Naples est régi depuis 1815 par des lois d'organisation judiciaire, de procédure et d'instruction criminelle empruntées en quelque sorte, article par article, à nos Codes qu'y avait introduits le roi Joachim Murat. Ainsi des officiers de l'état civil tiennent leurs registres indépendamment de ceux du clergé, et les mariages des personnes non catholiques sont célébrés sans le moindre obstacle.

Quant à la jurisprudence criminelle, il va sans dire qu'on n'a pas admis à Naples l'institution du jury; mais les grandes Cours criminelles, les grandes Cours civiles et la Cour suprême de justice séant à Naples ont exactement les mêmes attributions que nos Cours d'assises, nos Cours d'appel et notre Cour de cassation.

La Cour suprême de justice vient d'être saisie de la question de savoir si les Cours criminelles spéciales établies pour le jugement de certains crimes et de certains accusés, à l'instar des Cours spéciales instituées par le titre VI, articles 553 et suivants du Code français d'instruction criminelle de 1811, se sont trouvées abrogées par le statut constitutionnel napoléonien. La même difficulté s'était présentée en France lors de la promulgation de la Charte constitutionnelle, et pendant les deux premières années les Cours spéciales avaient continué de siéger.

La Cour criminelle de Cosenza s'était formée en Cour

spéciale pour le jugement de Michel Scaglione, accusé de vol qualifié accompagné de violence publique, et elle avait rejeté l'incompétence invoquée par l'accusé.

La Chambre criminelle de la Cour suprême, sous la présidence de M. le chancelier Lucca, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général, a déclaré les cours spéciales incompatibles avec les articles 88 et 89 de la Constitution, cassé l'arrêt et renvoyé la cause devant la Cour criminelle de Catanzaro, pour être procédé selon les formes ordinaires.

Bourse de Paris du 20 Septembre 1849.

Table with columns for various financial instruments like 'Cinq 1/2', 'Quatre 1/2', 'Trois 1/2', etc., and their corresponding values.

Table titled 'FIN COURANT' with columns for 'Préced.', 'Plus', 'Moins', 'D'op' and rows for '5 1/2 courtant', '5 1/2 emprunt 1847', etc.

CHANGES DE PEE COTÉS AU PARQUET.

Table with columns for 'AU COMPTANT', 'Hier', 'Auj.', 'AU COMPTANT', 'Hier', 'Auj.' and rows for 'Saint-Germain', 'Versailles', 'Paris à Orléans', etc.

Ce soir, à l'Opéra, pour la rentrée de Roger, la Favorite; M^{lle} Julienne chantera le rôle de Léonor; M^{lle} Fuoco dansera dans le divertissement.

GYMNASÉ-DRAMATIQUE. — Foule pour applaudir les Représentants en vacances, cette pièce charmante, dans laquelle foisonnent l'esprit, le goût et la gaieté. Il y a peu de théâtres à Paris où une comédie puisse être jouée comme l'est celle-ci par l'excellent Geoffroy, par Ferville, Tisserand et par Villars, qui, dans l'épique Raboulot, est merveilleux de verve et de vérité; les Sept Billets et la Belle Mère complètent un délicieux spectacle.

VARIÉTÉS. — Pour les dernières représentations d'Hofmann, et pour les débuts de M. Léon, reprise du Marquis de Carabas. Le Congrès de la Paix, Lorettes et Aristos, et les Caméléons, complètent le spectacle.

Le Tigre du Bengale et le Chevalier Muscadin, deux pièces en huit jours au théâtre Montansier. Ces deux nouveautés, d'un genre différent, tiendront longtemps l'affiche, où brillent les noms d'artistes qui pour le public sont un aimant irrésistible.

SPECTACLES DU 21 SEPTEMBRE.

- OPÉRA. — La Favorite.
THEATRE DE LA REPUBLIQUE. — Deux Hommes.
OPÉRA-COMIQUE. — Haydée.
ODÉON. — Les Trembleurs, la Jeunesse du Cid.
THEATRE-HISTORIQUE. — D'Harmental.
VAUDEVILLE. — Pas de Feu sans fumée, les Grands Ecoliers.
VARIÉTÉS. — Lorettes, le Congrès de la Paix, les Caméléons.
GYMNASÉ. — Les Représentants en vacances, les Sept Billets.
THEATRE MONTANSIER. — Le Chevalier Muscadin, un Tigre.
PORTE-SAINT-MARTIN. —
GAITÉ. — Le Moulin Joli, la Sonnette du Diable.
AMBIGU. — Le Juif errant.
CIRQUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES. — Exercices d'équitation.
HIPPODROME. — Rep. Éq. les mardis, jeudis, samedis, dimanches.

UNIVERSITÉ DE FRANCE.

LE MINISTRE au département de l'instruction publique et des cultes, grand-maitre de l'Université, Vu la DÉCLARATION DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ, en date de ce jour; ouï le rapport sur un ouvrage intitulé : Atlas universel, historique et géographique, par HOUZÉ, arrête : Ledit ouvrage est admis pour être placé dans les bibliothèques des Lycées et des Collèges.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 1849. Le ministre de l'instruction publique, FALLOUX. Le chancelier de l'Université, THENARD. Le conseiller secrétaire-général du conseil, GUIGNAULT. Pour ampliation : Le chef du secrétariat, P. COLLIN.

101 CARTES Cartonnées et reliées pour 20 FRANCS.

ATLAS UNIVERSEL HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE

DONNANT LES DIFFÉRENTES DIVISIONS ET MODIFICATIONS TERRITORIALES DES DIVERSES NATIONS AUX PRINCIPALES ÉPOQUES DE LEUR HISTOIRE, AVEC UNE NOTICE SUR TOUS LES FAITS IMPORTANTS ET L'INDICATION DES LIEUX OU ILS SE SONT PASSÉS. Cartes composant l'Atlas universel, historique et géographique de A. HOUZÉ. (C'est le seul Atlas complet avec lequel on puisse apprendre à la fois l'histoire et la géographie.)

- 1. Le Paradis terrestre, suivant D. Calmet.
2. Partage de la terre aux trois fils de Noé, au monde 1651; avant J.-C. 2347.
3. Voyage des Israélites depuis leur sortie d'Égypte jusqu'au passage du Jourdain, au monde 2553.
4. Terre de Chanaan, ou terre promise au moment où Abraham y arriva, au monde 2083; avant J.-C. 1921.
5. La Terre-Sainte partagée en douze tribus, au monde 2591.
6. La Terre-Sainte sous Salomon, divisée en douze arrondissements, au monde 3004; avant J.-C. 1000.
7. La Terre-Sainte divisée en royaumes d'Israël et de Juda, de 975 à 583 avant J.-C.
8. Empire des Perses, pour servir à l'intelligence des livres d'Esdras, de Néhémias, de Tobie, et depuis 588 jusqu'à 536 avant J.-C., époque où luit la captivité.
9. Royaume d'Hérode à la naissance de J.-C., comprenant la Judée, la Samarie, la Galilée et la Perse.
10. La Palestine sous Constantin-le-Grand, 330 ans après J.-C.
11. La Syrie et la Palestine lors de l'invasion des Arabes, 624 ans après J.-C.
12. La Terre-Sainte pendant la première croisade, de 1096 à 1144.
13. La Terre-Sainte depuis la deuxième croisade jusqu'à la fin de la domination chrétienne, 1149 à 1291.
14. La Terre-Sainte, de 1291 à nos jours.

- 25. La France au commencement de la troisième race, sous le règne de Hugues-Capet, de 987 à 996.
26. La France à la mort de Philippe I^{er}, de 996 à 1108.
27. La France à la mort de Louis VII (dit le Jeune), de 1108 à 1180.
28. La France à la mort de Philippe-Auguste, de 1180 à 1223.
29. La France à la fin du règne de saint Louis, de 1223 à 1270.
30. La France à la mort de Charles IV (dit le Bel), de 1270 à 1228.
31. La France à la fin du règne de Philippe VI (de Valois), de 1228 à 1350.
32. La France après le traité de Brétigny, de 1350 à 1364.
33. La France à la fin du règne de Charles V (dit le Sage), de 1364 à 1380.
34. La France après la mort de Charles VI, de 1388 à 1422.
35. La France à la fin du règne de Charles VII et après l'expulsion des Anglais, de 1422 à 1461.
36. La France à la fin du règne de Louis XI, de 1461 à 1483.
37. La France à la fin du règne de François I^{er}, de 1483 à 1547.
38. La France à la mort de Henri III, de 1547 à 1589.
39. La France à la mort de Louis XIII, de 1589 à 1643.
40. La France à la mort de Louis XIV et après les traités d'Utrecht et de Rastadt, de 1643 à 1715.
41. La France à la fin du règne de Louis XV, de 1715 à 1774.
42. La France sous le règne de Louis XVI, de 1774 à 1793.
43. Empire français et royaume d'Italie, en 1809.
44. La France sous les règnes de Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe I^{er}, de 1814 à nos jours.

- 57. La Grèce et les côtes de l'Asie-Mineure depuis la révolte des Ioniens jusqu'à la guerre du Péloponèse et à l'affranchissement de Thèbes, de 504 à 404, et 377 ans avant J.-C.
58. La Grèce au temps de Philippe et d'Alexandre, l'Italie pendant la guerre contre les Samnites, 400 à 300 avant J.-C.
59. La Grèce et l'Italie depuis Constantin-le-Grand jusqu'à l'invasion des Barbares et à la prise de Rome par Alarie, de 306 à 410 après J.-C.
60. L'empire romain d'Orient à l'avènement de Justinien I^{er}, et le royaume des Ostrogoths à la mort de Théodoric, de 410 à 553.
61. L'empire romain d'Orient et le royaume des Lombards, de 553 à 774.
62. Empire grec et royaume d'Italie, de 774 à 900.
63. L'empire grec ou empire romain d'Orient pendant l'occupation des Bulgares.—L'Italie pendant le règne des trois Othon de Saxe, de 900 à 1002.
64. L'empire grec après la soumission de la Bulgarie.—L'Italie sous les règnes des empereurs franconiens et à l'époque de la conquête des Normands, de 1002 à 1125.
65. L'empire grec à l'époque des croisades.—L'Italie sous le règne de Frédéric I^{er} (Barbarousse), de 1125 à 1200.
66. L'empire d'Orient et ses démembrements après la prise de Constantinople par les croisés français.—L'Italie pendant la lutte des Guelfes et des Ghiblins, de 1200 à 1500.
67. L'empire grec après les conquêtes de Bajazet.—L'Italie à l'époque du grand schisme d'Occident, de 1300 à 1400.
68. L'empire ottoman après la prise de Constantinople.—L'Italie à l'époque de l'asservissement des villes lombardes et toscanes, de 1400 à 1500.
69. L'empire ottoman, la Grèce et l'Italie, de 1500 à 1700.
70. La Turquie, la Grèce et l'Italie, de 1700 à nos jours.

- 79. La Germanie et pays adjacents, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'an 275 de J.-C.
80. La Germanie et pays adjacents, à la fin du V^e siècle.
81. La Germanie et pays adjacents, sous les rois mérovingiens, de 511 à 741.
82. La Germanie après le démembrement de l'empire de Charlemagne, de 741 à 843.
83. L'Allemagne sous les empereurs de la race carlovingienne, de 843 à 911.
84. L'Allemagne sous les empereurs de la maison de Saxe, de 911 à 1024.
85. L'Allemagne sous les empereurs de la maison de Franconie, de 1024 à 1187.
86. L'Allemagne sous les empereurs de la maison de Souabe, de 1137 à 1273.
87. L'Allemagne sous les empereurs des maisons de Habsbourg et de Luxembourg, de 1373 à 1437.
88. L'Allemagne sous les empereurs de la maison d'Autriche, de 1437 à 1612.
89. L'Allemagne, l'Autriche, la Prusse et la Pologne, de 1612 à 1788.
90. L'empire d'Autriche, le royaume de Prusse, la Confédération germanique et la Pologne, de 1788 à nos jours.

- 15. La Gaule au moment où J. César en fit la conquête, 58 ans avant J.-C.
16. La Gaule romaine sous Gratiens, divisée en dix-sept provinces, 380 ans après J.-C.
17. La France après l'invasion des Barbares, immédiatement avant le règne de Clovis, en 481.
18. La France à la mort de Clovis, en 510.
19. La France sous les enfants de Clovis, indiquant l'étendue de chacun des royaumes qui prirent alors naissance, de 511 à 561.
20. La France après la mort de Clothaire I^{er}, indiquant l'étendue des royaumes qui se formèrent alors, de 561 à 613.
21. La France à la fin de la première race, de 613 à 768.
22. Démembrement de l'empire de Charlemagne, de 768 à 814.
23. Louis-le-Debonnaire, de 814 à 843.
24. La France à la fin de la deuxième race, de 843 à 987.

- 45. Bretagne romaine, sous Honorius, 400 ans après J.-C.
46. Bretagne après l'invasion des Saxons, 500 ans après J.-C.
47. Bretagne anglo-saxonne, 600 ans après J.-C.
48. Bretagne anglo-saxonne avant l'invasion des Danois, 800 ans après J.-C.
49. Angleterre, Écosse et Irlande, en 900.
50. Angleterre, Écosse, Irlande et Man, en 1100.
51. Les mêmes, de 1100 à 1280.
52. Angleterre, Irlande et Écosse, de 1281 à 1400.
53. Royaume de la Grande-Bretagne, de 1400 à 1603.
54. Royaume-Uni: Angleterre, Écosse et Irlande, de 1603 à nos jours.

- 55. La Grèce et partie de l'Asie-Mineure, depuis les temps les plus reculés.
56. La Grèce depuis l'invasion des Doriens jusqu'à la guerre médique. L'Italie après la fondation de Rome, de 1190 à 504 avant J.-C.

- 91. La Russie, la Suède, la Norvège et le Danemark à la fin du V^e siècle.
92. La Russie, la Suède, la Norvège et le Danemark à la fin du IX^e siècle.
93. La Russie, la Pologne, la Suède, la Norvège et le Danemark à la fin du XIV^e siècle.
94. La Russie, la Pologne, la Suède et le Danemark.
95. L'Asie à l'époque d'Alexandre-le-Grand, l'an 322 avant J.-C.
96. L'Asie à l'époque de Tchingiz-Khan, l'an 1225 après J.-C.
97. L'Asie depuis la mort de Tchingiz-Khan (Gengiskhan) jusqu'à l'époque de la prépondérance des Anglais, de 1227 à nos jours.

L'Atlas est magnifiquement relié et orné de plus délicieuses arabesques enluminées d'or. Les Cartes sont coloriées à la main avec un soin tout particulier par les premiers artistes. Chaque Carte ne revient qu'à VINGT CENTIMES, à prime le prix du coloriage; c'est la dernière limite du bon marché. On peut voir l'Atlas, boulevard des Italiens, 2 (maison Bernard Latte). Envoyer un mandat de 20 fr. sur la poste, à l'ordre de M. Bissey, boulevard des Italiens, 2. (Ajouter 3 fr. pour recevoir franco.)

QUATRE SOUS CHAQUE OUVRAGE SÉPARÉMENT. BIBLIOTHÈQUE POUR TOUT LE MONDE.

Pour que cette Bibliothèque justifie son titre et qu'une place lui soit donnée dans toutes les familles; — pour qu'elle soit réellement élémentaire, instructive, il faut que, toute d'instruction, elle ne s'occupe que de sujets religieux, moraux ou scientifiques; — il faut aussi que son prix extraordinaire bas en rende l'acquisition très facile à tout le monde; tel est le but que nous nous sommes proposé. (Un Ouvrage chaque jour.)

- 1 Alphabet (100 grav.) 12 La Fontaine annoté.
2 Civilité chrétienne. 13 Florian annoté.
3 Exemples d'écriture. 14 Esopé annoté.
4 Grammaire Lhomond. 15 Lecture par dimanche.
5 Langage corrigé. 16 Littérature: Prose.
6 Traité de ponctuation. 17 Vers.
7 Arithmétique simplifiée. 18 Art poétique annoté.
8 Mythologie. 19 Bons exempt. Morale.
9 Géographie générale. 20 Franklin (choix).
10 France. 21 Les Hommes utiles.
11 Statistique France. 22 Les Bons Conseils.

Les Nos 23 à 30 contiennent les Histoires de tous les pays, Voyages, Sciences naturelles, Sciences physiques, Géographie, Géométrie, Algèbre, Arpentage, — enfin tout ce qu'il est indispensable à TOUT LE MONDE de savoir. — En envoyant de suite à M. PHILIPPART, libraire, rue Dauphine, 24, à Paris, un mandat de dix francs sur la poste ou une maison de Paris, on recevra, franc de port pour toute la France, les 30 ouvrages de la Bibliothèque pour tout le monde. (UNE BIBLIOTHÈQUE COMPLÈTE POUR DIX FRANCS!) (2792)

LE JOURNAL POUR RIRE

donne toutes les semaines un fort grand nombre de dessins comiques sur la politique, les hommes du jour, les mœurs, les travers et les ridicules du moment. — Prix: Trois mois, 4 fr.; six mois, 8 fr.; un an 15 fr. — Chez AUBERT & Co, place de la Bourse. (2813)

L'ÉCOLE PRÉPARATOIRE.

Pour les écoles du Gouvernement, dirigée par M. DUVIGNEAU, ancien élève de l'École Polytechnique, auteur du Guide de l'aspirant à l'école de Saint-Cyr, fondée depuis deux ans, compte déjà des élèves dans toutes les Ecoles. Parmi eux se trouve un sergent à l'École polytechnique. Les cours préparatoires ouvriront le 8 octobre. Demander le prospectus impasse St-Dominique-d'Enfer, 4. (2761)

4e DÉPARTEMENT. MINES D'OR DE LA CALIFORNIE.

En charge au HAVRE pour SAN-FRANCISCO, en droiture: le beau trois-mâts leuf de PREMIÈRE MARCHE, l'ESPADON, de 600 tonneaux, partira incessamment, sous le commandement du capitaine RATAU. S'adresser: A Paris, à M. Théodore ROGEE, affrètement, 9, rue Boregère; Au Havre, à M. MOSNERON-DUPIN, armateur. (2877)

L'UNION CALIFORNIENNE.

Société mutuelle entre au moins 300 émigrants organisés militairement et par voie d'élection. — Mise sociale: 500 fr. à 3,000 fr. Emission d'actions de cinq francs, dont le produit sera affecté à la commandite de travailleurs d'élite. — Répartition des bénéfices: 50 0/0 au travail et 50 0/0 au capital, avec distribution de primes annuelles de 3,000 fr. à 25,000 fr. — Départ prochain, avec vivres pour deux ans. — S'adresser franco rue de l'Échiquier, 44, à Paris. (2870)

A CÉDER de suite: 1° une étude de notaire dans un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Ploermel (Morbihan), produit annuel, 3,000 à 3,500 fr. Prix demandé: 20,000 fr.; 2° divers autres offices ministériels à Paris et en province. S'adresser franco à M. Sautrez, 18, rue Notre-Dame-de-Lorette, directeur du Mutateur des offices et des propriétés. (2761)

BAISSE DE PRIX.

Ce ne sont pas de petits vins nouveaux du Cher, d'Argenteuil, de la Touraine ou de la Basse-Bourgogne; mais bien d'excellents vins vieux de Bordeaux, que fournit, à raison de: 32 c. la bout. 90 fr. la pièce. 40 c. le litre, LA SOCIÉTÉ BORDELAISE ET BOURGIGNONNE, RUE NEUVE-ST-AUGUSTIN, 11. Très bons vins de Bordeaux et Bourgogne de 1846. A 39 c. la bout., — 110 fr. la pièce, — 30 c. le lit. A 45 c. la bout., — 130 fr. la pièce, — 60 c. le lit. A 50 c. la bout., — 150 fr. la pièce, — 70 c. le lit.

Vins sup. à 60 et 75 c. la b., 175 et 205 f. la pièce. Vins fins à 1 et 1 1/2, 300 f. à 1,200 la pièce. Rendus sans frais à domicile. (2830)

LE ROB

végétal du Dr BOYVEAU-LAFECTEUR, est bien supérieur aux sirops de Cuisinier, de Larrey, de salsepareille. Il guérit radicalement, sans mercure, les affections de la peau, dartres, scrofules, les suites de gales, ulcères et les accidents provenant des couches, de l'âge critique et de l'acreté héréditaire des humeurs. Comme dépuratif puissant, il prévient le choléra, convient pour les catarrhes de vessie, les rétrécissements et la faiblesse des organes provenant d'abus d'injections ou de sondes. Comme anti-syphilitique, le rob guérit en peu de temps les écoulements récents ou rebelles qui reviennent; sans cesse par suite de l'emploi du copahu, du cubèbe ou des injections qui répèrent le virus sans le neutraliser. Le Rob Boyveau est surtout recommandé contre les maladies syphilitiques récentes, invétérées ou rebelles au mercure et à l'iode de potassium. Le prospectus du traitement est envoyé franco et gratis à ceux qui en font la demande au docteur Giraudou de Saint Gervais, 12, rue Richer, à Paris, lequel donne des consultations gratuites par correspondance. Prix du Rob, 7 fr. 50 c. Le Rob se trouve chez tous les pharmaciens de Paris et chez tous les droguistes de France. (2596)

4, rue Vienne. POMMADE À LION de FRANÇOIS, chimiste, br. (s. g. d. g.), la seule véritable et reconnue infaillible pour prévenir la chute des cheveux et les faire repousser en très peu de temps, ainsi que les favoris, moustaches et sourcils. 1 pot, 4 fr.; 3 pots, 11 fr.; 6 pots, 20 fr.

VÉSICATOIRES. CAUTÈRES.

Entretien parfait sans causer de douleur. Tafetas, compresses, serre-bras, pois élastiques. — Toile vésicante de L. EPERDELLER, pharmacien, faub. Montmartre, 76-78, et pour les départements, dans les pharmacies indiquées aux journaux de la localité. (Se méfier des contrefaçons.) (2751)

VARICES. -- BAS LEPERDRIEL

Elastiques en caoutchouc, qualité supérieure. Faubourg Montmartre, 76 78; et pour les départements, dans les pharmacies indiquées aux journaux de la localité.

INJECTION TANNIN, 3 fr., Fr. St-Denis, 9, et t. l. Ph. des préfectures et s.-p. (2814)

LES DENTS SEYMOUR S. SEYMOUR, chirurgien-dentiste, 8, rue Castiglione, ont obtenu une préférence générale. Rien n'est aujourd'hui mieux constaté que l'avantage de ces dents, qui se fixent et s'adaptent à l'instant à la mastication et à la prononciation. Fort des résultats qu'il obtient chaque jour, S. Seymour garantit l'efficacité, la solidité et la longue durée de ses dents. Il modèle les dents gâtées à l'aide de l'or et du caducanum; cette matière est blanche comme les dents; elle s'emploie à froid, sans douleur, et se durcit de suite dans la cavité des dents, et rétablit leur forme et leurs fonctions. — Éthérisation.

SPECIALITÉ DE CHAPEAUX MÉCANIQUES, TOQUES D'AVOCAT, KÉPY MILITAIRE, DE DUCHÈNE AINÉ, INVENTEUR UNIQUE DU système du chapeau mécanique s'ouvrant et se fermant instantanément sans secousses; inventeur du nouveau chapeau à l'andromane ou républicain napoléonien. Réouverture du Grand Bazar de la Chapellerie, rue Richelieu, 103; boulevard des Italiens, 1 et 3; rue Geoffroy-l'Angévin, 7, et boulevard Saint-Denis, 9 bis.

AVIS. Forcé depuis cinq ans de poursuivre devant les Tribunaux des hordes sans cesse renaissantes de contrefacteurs, dont les noms, bien connus du public, ont si souvent retenti devant les Tribunaux, dans la presse et dans les affiches apposées sur tous les points de Paris; fatigué d'une lutte acharnée dont les fastes judiciaires offrent peu d'exemples, et après avoir fait constater mes droits d'inventeur par toutes les juridictions, je me suis adressé à MM. les marchands chapeliers pour renouveler avec eux mes anciennes relations commerciales. Vaines tentatives! Il y avait parti pris de coalition, et la plupart des chapeliers, persistant dans une obstination inqualifiable, ont refusé et refusent systématiquement le débit de mes chapeaux mécaniques.

Chaque jour pourtant en dépit de ces tristes manœuvres, le CHAPEAU MÉCANIQUE, de plus en plus apprécié, est demandé par le consommateur, qui trouve bien dans certains magasins ordinaires quantité de boîtes à chapeau mécanique, avec deux ou trois chapeaux pour tout; ces systèmes de chapeaux abandonnés déjà depuis longtemps par les inventeurs eux-mêmes, mais nullement par le chapeau véritablement mécanique s'ouvrant et se fermant instantanément sans secousses, conditions qui ne peuvent s'entendre que par une remarquable solidité, tout en formant en même temps une coiffure légère, élégante et particulièrement hygiénique. Dans cette situation, obligé d'écouler mes produits, je prends le parti de m'adresser directement au consommateur, et à compter de ce jour, je deviens à la fois fabricant et détaillant, ayant, depuis longues années ma fabrique

montée, et intéressé au plus haut point à faire distinguer ma marchandise de celle de la contrefaçon, toujours établie, comme on sait, dans des conditions inférieures. On trouvera chez moi grand choix et économie dans le prix. J'ai donc l'honneur de prévenir le public qu'indépendamment de mon ancienne fabrique, RUE GEOFFROY-L'ANGEVIN, 7, j'ai établi un dépôt de mes chapeaux mécaniques, BOULEVARD SAINT-DENIS, 9 bis; qu'enfin je viens de prendre la suite de l'immense Établissement connu sous le nom de GRAND BAZAR DE LA CHAPPELLERIE, ayant double entrée par la RUE RICHELIEU, 103, et BOULEVARD DES ITALIENS, 1 et 3. Au grand bazar de la chapellerie, on trouve un grand assortiment de toute coiffure, chapeaux de soie, feutres, etc., le nouveau chapeau à l'andromane qu'on peut également voir à l'exposition, 2e galerie, articles divers, case 2937.

Biographie du chapeau andromane ou républicain napoléonien. Convaincu que désormais le sentiment républicain doit être l'âme de nos institutions et de nos mœurs, qu'il importe d'amener par tous moyens ce développement qui dépend de bien des causes, et celles qui paraissent les plus fertiles peuvent devenir quelquefois les plus influentes, tels ont été dans tous les temps divers signes de reconnaissance et de ralliement autorisés par divers peuples. Telle fut, vers 80, le chapeau désigné sous le nom de CUREPEAU À L'ANDROMANE, qu'adoptèrent comme marque distinctive les patriotes français, fondateurs de la République.

Depuis 89 jusqu'à l'époque de l'Empire, ce chapeau n'a cessé d'être en faveur; il disparaît alors, mais par une exception singulière, il resta, un peu modifié dans la forme, sur la tête de l'Empereur, qui le porta si bien et si haut qu'il le rendit le symbole de la gloire et que la postérité l'a baptisé CHAPEAU NAPOLEON. J'ai donc pensé que ce chapeau, auquel se rattachent tant de souvenirs glorieux et nationaux, étant arrangé et mis en harmonie avec le costume de nos jours, méritait de repaître sous la dénomination de chapeau national; je me suis mis à l'œuvre, et j'ai réussi, je le crois du moins, à en faire une coiffure charmante, qui, par la modicité de son prix, par son élégance et sa signification politique, établira une de ces modes nationales ayant droit de cité dans l'histoire des peuples. DUCHÈNE AINÉ. (2814)

LA SEMAINE

ENCYCLOPÉDIE DE LA PRESSE PÉRIODIQUE Le plus grand de tous les journaux. Avec Gravures et Illustrations. Chaque numéro contient 32 pages ou 96 colonnes.

Toutes demandes d'abonnement doivent être adressées franco aux directeurs gérants de LA SEMAINE, et être accompagnées d'un mandat sur la poste, sur le trésor ou sur une maison de Paris. On s'abonne aussi, au même prix, chez les Libraires et aux Messageries.

BUREAUX: A PARIS, RUE SAINT-MARC-FEYDEAU, 6. LA SEMAINE donne chaque année 25 grands dessins de Modes d'hommes, de femmes et d'enfants; 52 morceaux de Musique inédits, une Galerie de personnages célèbres, plus de 400 gravures et un choix de Caricatures et de Récus. La Semaine paraît en deux grandes parties bien distinctes; chaque numéro est ainsi divisé: PREMIÈRE PARTIE. Douze journaux politiques, scientifiques ou économiques. Semaine politique. — Semaine administrative. — Semaine judiciaire. — Semaine militaire. — Semaine de l'Algérie. — Semaine scientifique. — Semaines médicales. — Semaine religieuse. — Semaine de l'enseignement. — Semaine agricole. — Semaines industrielles. — Semaine commerciale. — Courriers-Nouvelles. Chacune de ces divisions est traitée, par des hommes spéciaux, à un point de vue élevé.

PRIMES DE LA SEMAINE.

L'Administration de LA SEMAINE offre, à titre de primes, aux abonnés nouveaux: 1° Un joli ALBUM de Caricatures et de Récus illustrés, sur beau papier glacé, composé des meilleures publications en ce genre faites dans LA SEMAINE, par BERTALL; 2° Le roman de SYLVANIE, par M. JULES DE SAINT-FÉLIX; 3° Le roman de LA PÊCHERESSE, par PAUL FÉVAL. Ces PRIMES sont envoyées dans 15 départements, à la charge, par les Souscripteurs, de joindre au prix de l'abonnement 50 centimes pour le port de chacune d'elles. Les abonnés nouveaux pourront en outre recevoir, sur leur demande, la première partie du roman des SOUPERS DU DIRECTOIRE, actuellement en cours de publication. Désirant améliorer dans toutes ses parties cette importante publication, l'Administration de LA SEMAINE vient d'en confier l'impression à MM. Didot frères, si justement célèbres dans le monde scientifique et littéraire pour le luxe et la perfection de leurs œuvres scientifiques. LA SEMAINE publiera prochainement le magnifique ouvrage de Madame CARLOWITZ, LE DANUBE ET LES SLAVES.

LONDRES PAR DUNKERQUE ET LA TAMISE (traversée en 9 heures.)

Prix réduits. Par les paquebots de la Compagnie générale des paquebots à vapeur à hélice: City of London, capitaine JOHN BOXER; City of Rotterdam, capitaine H. ROLFE. Départs de Dunkerque: Dimanche 23 septembre, à 2 h. du matin; jeudi 27 septembre, à 7 h. du soir; samedi 29, à 10 h. du soir. Départs de Londres (Irongate-Warf, près la Tour): Dimanche 23 septembre, à 4 h. du matin; jeudi 27, à 8 h. du matin; samedi 29, à 10 h. du soir.

Table with 3 columns: PRIX DES PLACES jusqu'à Londres, 1er cl. (ch. de fer) et 1er chambre (paquebot), 2e cl. (ch. de fer) et 2e chambre (paquebot), 3e cl. (ch. de fer) et 3e chambre (paquebot). Rows for Paris à Londres ou retour, Lille à Londres ou retour.

Des billets directs aux prix ci-dessus sont délivrés, à Paris, à la gare du Chemin de fer du Nord (clos St Lazare), place du Nord; à Lille, à la gare du chemin de fer; — à Londres, chez M. W. H. Carey, 21, Mark-Lane, et chez M. Chapin, Office-Universel, Régent-Circuit. Les paquebots de Dunkerque à Londres transportent également les marchandises à des prix très-modérés. Départs de Paris pour Dunkerque: 11 h. 43 m. matin; 11 h. du soir. — De Dunkerque pour Paris: 6 h. 20 m., 11 h. 43 m. matin; 6 h. 30 m. du soir. Agent des paquebots à Dunkerque, M. N. Richard; courtiers maritimes, MM. P. Debaecker et T. Sjolme.

VERITABLES PILULES DU D. BLAUD CONTRE LES PALES COULEURS. Les plus célèbres praticiens constatent chaque jour les propriétés efficaces de ce remède dans le traitement des pâles couleurs, PALPITATIONS, faiblesses, et en général dans les

GLYSO-POMPE

PERFECTIONNÉ et A JET CONTINU garanti. Adrien FEIT, inventeur, rue de la Cité, 19, tous marqués de son nom. Fabrique de tubes imperméables garantis. Cet instrument, remarquable par sa simplicité et sa solidité, est le plus commode pour lavement et injections. Il est le seul qui ait obtenu des médailles aux expositions. (2758)

VINAIGRE DE TOILETTE JEAN VINCENT BULLY. Ce VINAIGRE, le type des VINAIGRES de TOILETTE, n'a plus à lutter contre l'Eau de Cologne qui a fait son temps et est décidément passée de mode. Le public a reconnu la supériorité de son parfum et la réalité de ses propriétés pour rafraîchir, tonifier, adoucir et embellir la peau, pour les bains, pour les soins délicats de la toilette des dames. C'est un anti-émphitique puissant qui corrige le mauvais air et préserve de la contagion, etc., etc. Il n'a plus à se gêner de contre les imitations, similitudes de formes et contrefaçons qui surgissent de toutes parts. Il convient donc de rappeler au public que les mots VINAIGRE AROMATIQUE de JEAN VINCENT BULLY doivent être inscrits sur le flacon, et que le cachet et l'étiquette doivent porter la signature ci-dessous. 3 fr. 50 c. le flacon. RUE SAINT-HONORÉ, 250, PARIS.

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1849, dans les PETITES-AFFICHES, la GAZETTE DES TRIBUNAUX et LE DROIT.

SOCIÉTÉS. Par acte sous signatures privées du 8 septembre 1849. Entre M. Etienne François BIGARD et un commanditaire. Il a été formé pour six années, du 1er courant, une société ayant pour but le commerce de la marchandie de vins traitant, au siège social, domicile du sieur Bigard, rue de Marseille, 1, à la Villette; il est seul gérant et a seul la signature sociale. Le capital est de 6,000 fr., dont 2,000 fournis par le commanditaire. BIGARD. (841) D'un acte sous signatures privées en date du 7 septembre 1849, enregistré à Paris le 10 du même mois. Il a été formé une société en nom collectif à l'égalité de part, par Jean-Marie-Léonidas CAIL LAUD, propriétaire, demeurant à Baguolles-Moncaux, rue des Dames, 50, et en commandite à l'égalité d'une personne dénommée audit acte. M. Cailaud est seul gérant de ladite société dont le siège est fixé à Saint-Ouen, à l'entrepôt du port Saint-Ouen, 12. La durée de la société sera de six années, à partir du 1er octobre 1849. Ladite société a pour objet l'achat et la vente des vins et eaux-de-vie, et la vente par commission des vins et eaux-de-vie. Le capital social est fixé à cent mille francs. La raison sociale est J.-M.-L. CAIL LAUD. Four extrait: CAILLAUD. (842) D'un acte sous signatures privées, fait double à Paris le 12 septembre 1849, enregistré, entre M. Charles PHILIPPON, demeurant à Paris, quai de la Tourneville, 15, et Mme Victoire-Alexandrine Eléonore DUPRESSOIR, veuve de M. Frédéric Morière, demeurant à Paris, rue des Bernardins, 24, ladite dame autorisée à agir sans attribution de qualité, par ordonnance rendue par M. le président du Tribunal civil de la Seine, le 21 août 1849. Il a été formé en nom collectif existant entre MM. Philippon et Morière, sous la raison sociale Ch. PHILIPPON et MORIÈRE, pour le commerce de vins, eaux-de-vie et autres spiritueux,

et dont le siège était à Paris, à l'Entrepôt général des vins, s'est trouvée dissoute par suite du décès de M. Morière, arrivé en sa demeure, le 4 juin 1849. Et que M. Philippon, qui continue seul le commerce, est chargé de la liquidation de la société dissoute. Ch. PHILIPPON. (843) Suivant acte passé devant M. Delapalmie jeune et son collègue, notaires à Paris, le 17 septembre 1849, enregistré, M. Eugène LAVALETTE, ancien directeur de la Caisse paternelle et de la Paternelle, demeurant à Paris, rue de Seine, 29, et M. Joseph-Antoine-Alfred PROST, ancien inspecteur-général des comptoirs du Midi, demeurant à Paris, rue Joubert, 8, ont formé une société en nom collectif à l'égalité de part, et en commandite à l'égalité de parts de M. LAVALETTE, PROST et Co, et sous la dénomination de Comptoir industriel et commercial. Aux termes des statuts, il a été dit: 1° que MM. LAVALETTE et PROST seraient seuls gérants des opérations de la société, qu'ils auraient chacun et séparément la signature sociale; 2° que la durée de la société serait de vingt-cinq années, à partir du jour audit acte; que cette durée pourrait être prorogée au-delà des vingt-cinq années, à la demande de la gérance et par décision de l'assemblée générale des propriétaires de Paris; 3° que le fonds social serait provisionnellement de 3,000,000 de francs, représentés par six cents parts de 5,000 francs chacune, qui pourraient être divisés par la gérance en coupons de 1,000 francs chacun. Pour extrait: DELAPALMIE JEUNE. (844) Suivant acte passé devant M. Beauffeu, soussigné, qui en a minute, et son collègue, notaires à Paris, le 10 septembre 1849, et portant la mention suivante: Enregistré à Paris, 3e bureau, le 13 septembre 1849, folio 70, recto, case 5, regu 5 fr. et 50 c. pour décime, signe Favre. Ont formé entre eux, et les commanditaires dénommés audit acte, une société en commandite pour l'exploitation d'une fabrique de passementerie,

située audit Clichy, en leur demeure. La raison sociale est AUSTIN, FLOREST et Co. MM. Austin et Florest sont les gérants-responsables; ils administrent et ont la signature sociale. L'apport fourni par les commanditaires, et aussi pour un cinquième par M. Austin, a été évalué à la somme de 64,341 fr. 95 c. grevé d'un passif de 11,060 fr. à payer par la société. La durée de la société a été fixée à dix ans, ayant commencé à courir du 17 juin 1849 et expirant le 17 juin 1859. Pour extrait: Signé BEAUFEU. (839) TRIBUNAL DE COMMERCE. LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. (Décret du 22 août 1848.) Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, exécution de l'article 1er du décret du 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements le sieur LALOU (Ferdinand), directeur de spectacle, à Passy, r. du Dôme, 7; fixe provisoirement à la date du 15 juin 1848 ladite cessation; ordonne que si l'Etat n'a été, les scellés seront apposés partout où besoin sera, conformément aux articles 455 et 458 du Code de commerce; nomme M. Contat-Dessfontaines, membre du Tribunal, commissaire à la liquidation judiciaire, et pour syndic provisoire, le sieur Lefrançois, rue de Grammont, 16 [N° 792 du gr.]. CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers: SYNDICATS. Messieurs les créanciers, des sieurs BEROSSE et CAIL, mécaniciens, quai de Billy, n. 38, sont invités à se rendre le 25 septembre à 1 heure très-précise, au palais du Tribunal de commerce, salle des assemblées, et à se trouver à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter sur la nomination de nouveaux syndics. Les tiers-porteurs d'effets ou d'en-

dossements n'étant pas connus sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes [N° 28 du gr.]. AFFIRMATIONS. Du sieur HOFFMANN (Alphonse-François-Eugène), pharmacien, rue des Petits-Augustins, 9, le 27 septembre à 11 heures [N° 676 du gr.]. Du sieur CHAPPEE (Guillaume-Edouard), teinturier, rue du Hazard, 4, le 25 septembre à 10 heures [N° 710 du gr.]. Du sieur MOISAN (Auguste-Alexandre-Alfred), teinturier, rue Montorgueil, 9, le 25 septembre à 10 heures [N° 735 du gr.]. Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, aux vérifications d'affirmation de leurs créances: NOTA. Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour les vérifications d'affirmation de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. des syndics. REMISE A HUITAINE. Du sieur GROS (François), tailleur, rue de Fehelche, 1, le 25 septembre à 9 heures [N° 665 du gr.]. Pour reprendre la délibération ouverte sur le concordat, l'admettre, s'il y a lieu, ou passer à la formation de l'union, et, dans ce cas, donner leur avis sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics. PRODUCTION DE TITRES. Messieurs les créanciers du sieur MARTIN (Louis-Paul), md de vins, rue du Pont-de-la-Réforme, 21, sont invités à produire leurs titres de créances avec un bordereau, sur papier timbré, indiquant des sommes à réclamer dans un délai de vingt jours, à dater de ce jour, entre les mains de M. Huot, rue Cadet, n. 6, syndic, pour, en conformité de l'article 492 du Code de commerce, être procédé à la vérification et admission des créances, qui commencera immédiatement après l'expiration de ce délai [N° 744 du gr.]. CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des créanciers, MM. les créanciers:

NOMINATIONS DE SYNDICS. Du sieur MERCIER (Jean-Jacques-Ferdinand), anc. tapissier, place des Vosges, 9, le 27 septembre à 1 heure [N° 776 du gr.]. Pour assister à l'assemblée dans laquelle M. le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers prétendus que sur la nomination de nouveaux syndics. NOTA. Les tiers-porteurs d'effets ou d'endossements de ces faillites n'étant pas connus, sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes. CONCORDATS. Du sieur RUTOT (Joseph-François-Ambroise), tailleur, rue Rameau, 43, le 25 septembre à 11 heures [N° 8965 du gr.]. Des sieurs PREVOST fils et Co, banquiers, rue St-Fiacre, 3, le 25 septembre à 10 heures [N° 8468 du gr.]. Du sieur BAUDIN (Jacques-Hélène), md de vins-traiter, à Grenelle, le 25 septembre à 10 heures [N° 7614 du gr.]. Du sieur BRAYER (Laurent-Camille), sellier, faub. St-Denis, 103, le 27 septembre à 3 heures [N° 8919 du gr.]. Du sieur COSSIN (Jean-François-Bienno), statuairer, rue de la Roquette, 57, le 25 septembre à 10 heures [N° 8890 du gr.]. Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et délibérer sur la formation du concordat, ou, s'il y a lieu, s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics. NOTA. Il ne sera admis que les créanciers reconnus. PRODUCTION DE TITRES. Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indiquant des sommes à réclamer, MM. les créanciers: Du sieur CLARE (Honoré), horloger, à Issy-Grande-Rue, 28, entre les mains de M. Huot, rue Cadet, 6, syn-